



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
le futur est notre passion*



Sommaire

Envoi : Climat : la grande erreur	02
Envoi : Interview de Serge Papin (Système U)	07
Cogito : Libertés & Sécurité / Sécurité & Libertés	10
Du côté des futurs possibles : Sélections, bibliographie, Web	20
Nouvelles du Groupe Futuroouest	50

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futuroouest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous.
contact@futuroouest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROUEST

*Éditée par Futuroouest Sarl, Propriétaire de la marque FuturWest
au capital de 40000€ - SIRET : 409 769 908 00016*

3 Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient

Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 - Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futuroouest.com

conception graphique : www.leschahuteurs.com

ISSN 1633 - 1060 / Dépôt légal : Premier trimestre 2010

La rencontre de Copenhague sur le climat de la Terre et l'environnement doit se tenir en fin d'année 2009. Elle devrait proposer des recommandations qui feront ainsi suite à celles du « *Protocole de Kyoto* », recommandations assez peu suivies d'effets concrets, il faut bien le constater.

Entre les déclarations alarmistes millénaristes, les affirmations doctrinaires, les interrogations légitimes, les positionnements médiatiques, les dissensus scientifiques ...etc... il est temps de faire un « *point fixe* ».

Rappelons quelques données factuelles.

En 1988, l'ONU a créé simultanément trois organismes. L'IPCC [Intergovernmental Panel for Climate Change] – traduction française = GIEC -, le SBSTA [Subsidiary Body for Scientific and Technological Advices], et l'INC [International Negotiation Committee], celui qui est censé, non pas prendre des décisions, il n'en a pas le mandat, mais faire des recommandations.

Le changement climatique, au dire d'une majorité d'experts – mais pas la totalité, néanmoins – se résume à un « *réchauffement climatique* », l'indicateur réputé résumer la question étant la température moyenne du globe qui aurait augmenté – aux erreurs de mesures près car les outils de 2000 ne sont pas ceux de 1900 – de 0,5°C au cours du 20^e siècle du fait du déversement dans l'atmosphère terrestre de GES (Gaz à Effet de Serre) corrélativement avec l'augmentation des activités industrielles et domestiques des Terriens – on passe grosso modo de 1 milliard d'habitants en 1900 à 6,5 milliards en 2000.

Le changement climatique serait donc d'origine anthropique et dû essentiellement aux émissions de gaz carbonique, de méthane et d'oxydes d'azote. Rappelons que si le gaz carbonique n'avait pas créé un effet de serre sur notre Planète, nous ne serions pas là pour en débattre ; si les Hommes entreprennent un jour de « *terraformer* » Mars, ce sera d'abord en y introduisant artificiellement et massivement du gaz carbonique. De plus, rappelons les ordres de grandeur : à volume égal, le méthane est cent fois plus puissant que le gaz carbonique, et les oxydes d'azote – redoutables – trois cents fois plus puissants.

On notera d'ailleurs que les conclusions de l'IPCC – largement médiatisés sans analyses approfondies pour présenter les divergences qui existent en son sein – ne sont pas les mêmes que celles du SBSTA – dont, curieusement, les grands médias ne parlent pas. En effet, celui-ci a, par exemple, reproché à celui-là, de confondre en un seul bloc les émissions de méthane des industries et celles des rizières asiatiques. Or, 70 % de la production de méthane terrestre non originel provient des rizières asiatiques [production végétale et animale]. Le SBSTA pose alors la question : au nom du changement climatique faut-il interdire la consommation de riz à des centaines de millions de Terriens ?

Il en va de même pour d'autres aspects de la question comme le niveau économique à assurer aux plus démunis, les politiques éducatives et sociales à mener, la part des choses dans le « *sustainable development* », c'est-à-dire à la fois ce que je soutiens comme démarche positive et ce que je suis prêt à supporter comme effets néfastes.

Y a-t-il « réchauffement » ?

Oui et Non. Il suffit de regarder les photos prises par le satellite Terra depuis des années pour s'en convaincre. Sur une période de douze années – période bien courte cependant pour en tirer des certitudes -, on remarque qu'il y a des zones du globe terrestre où il fait légèrement plus chaud et d'autres où il fait légèrement plus froid, les écarts se mesurant en dixièmes de degré Celsius, voir parfois en vingtièmes de degré Celsius.

On touche là un point important souvent oublié dans les débats sur le sujet. La personne qui a le mieux résumé ce que nous constatons – et non pas ce que nous voudrions que les choses soient pour des raisons idéologiques ou obscurantistes – est Jean Louis Etienne lorsqu'il explique que ce n'est pas le thermostat global qui va évolué d'une manière univoque mais que nous allons plutôt vers des « dysharmonies climatiques » avec, un peu plus de pluviométrie ici, un peu plus de sécheresse là, un peu plus de tempêtes ailleurs, un peu plus de froid ici, un peu plus de chaleur là ...etc...

Et le rôle des océans ?

On trouvera dans le livre de Jacques Merle « *Océan et Climat* » [IRD] une masse de données factuelles. On apprend ainsi qu'avant le lancement, à la fin des années 1980, du programme WOCE (World Ocean Circulation Experiment) on ne possédait que de bien faibles et parcellaires connaissances sur le rôle exact des océans dans les évolutions climatiques terrestres. Encore plus avec le programme TOGA (Tropical Ocean and Global Atmosphere). Dans les deux cas, l'auteur rend hommage aux prouesses des satellites d'observation sans lesquelles les avancées seraient beaucoup plus lentes.

Et ce qui est troublant, c'est d'apprendre que les résultats restent partiels et que la totalité ne sera pas exploitable correctement avant 2010 – 2012. Dans ces conditions, comment l'IPCC peut-il être aussi affirmatif dans ses conclusions ?

L'eustatisme des océans doit honnêtement faire encore débat et ne pas conduire à des déclarations alarmistes simplistes. Oui, il y a une légère fonte de certains glaciers, mais il n'en demeure pas moins que 92 % des glaces terrestres et océaniques se trouvent en Antarctique, continent qui, pour l'heure ne fond pas et à même tendance à croître très légèrement dans le cadre d'un phénomène connu d'équilibre entre les deux pôles de la Terre.

Holocène et période récente.

Il y a un peu plus de huit mille années, au moment de l'Holocène, la Terre a connu un changement climatique avec élévation de la température « moyenne » de la surface du globe de plusieurs degrés Celsius, dans un laps de temps très court. Combien y avait-il de Terriens à cette époque (Cent millions ?) et combien d'industries produisant des GES ?

Dans le même ordre d'idées, des chercheurs américains (USA) ont observé – avec les moyens actuels – que durant la période 1945 => 1975, c'est-à-dire en plein boom économique et en pleine accentuation des activités industrielles, la température globale moyenne du globe terrestre avait légèrement diminué.

Y a-t-il changement climatique ?

Evidemment oui. Pour une raison basique, c'est que le climat de la Terre évolue en permanence, homo sapiens ou pas. On notera au passage que les cris d'orfraie du genre « *la Terre va mal* », « *la Terre est malade* », « *Faisons vite, ça chauffe* » sont stupides et n'apportent aucune contribution sérieuse à la question.

La Terre se porte comme un charme, elle s'est formée par accréation des éléments du disque protosolaire il y a 4,5 milliards d'années, se trouve d'après les astrophysiciens au mitan de sa vie, et disparaîtra, carbonisé par le Soleil devenu une géante rouge ... dans 4 milliards d'années. Ah, mais vous voulez peut-être parler des hominidés qui la peuplent actuellement ? Une espèce parmi d'autres, tout simplement.

Comme mentionné supra il y a bien changement climatique, il y a bien présentement et devant nous des dysharmonies climatiques. Mais attention à ne pas se tromper de diagnostic ; la prétention humaine a ses limites.

On peut admettre que Claude ALLÈGRE n'est pas un communicant facile ; mais on ne peut pas contester la pertinence de son questionnement quant à la réalité anthropique des dysharmonies climatiques. L'épisode des neiges du Kilimandjaro est édifiant à cet égard. ALLÈGRE avait affirmé qu'on avait affaire ici à un artefact climatique localisé. On s'est moqué de lui. Or, les neiges du Kilimandjaro sont revenues : quel est le média français qui a publié les photos ? Réponse : aucun. Il a fallu se trouver sur BBC World pour les voir. Exemple, parmi bien d'autres, de désinformation. La première qualité d'un « *homme de science* », c'est le doute, mais aussi la capacité à faire le tri entre convictions et certitudes.

Allègre considère donc qu'il y a bien changement climatique mais que l'effet anthropique y joue un rôle minime. Rappelons que les grandes découvertes n'ont jamais résulté de « *majorité* » de scientifiques mais d'esprits souvent iconoclastes. A titre emblématique on citera Zénobe Gramme, ébéniste de son état et passionné d'électricité, qui inventa la première dynamo à courant continu à la fin du 19e siècle ; il n'avait pas lu les doctes rapports de l'Académie des sciences qui expliquaient que « *ça ne pouvait pas marcher* ». Plus près de nous, on trouvera ceux qui ont découvert les premières exoplanètes, Michel MAYOR et Didier QUELOZ de l'Observatoire de Genève, en utilisant une méthode jugée « *inadaptée* » par la communauté scientifique, et qui ne devait pas leur permettre de faire cette sensationnelle découverte.

« *When a true genius appears in the world, you may know him by this sign that the dunces are all in confederacy against him.* »

Jonathan SWIFT

Sans aller jusqu'au « *Et si la Terre s'en sortait toute seule* » de Laurent CABROL – qui néanmoins est juste quand à la Terre elle-même en tant que sujet cosmogonique autonome - ; on est en position de s'interroger sur l'évolution climatique à laquelle l'espèce humaine semble confrontée. Mais il serait intéressant de connaître avec précision le « *scénario de référence* » que prennent les experts.

Et si nous étions face à ce que James LOVELOCK a appelé en son temps « *l'effet Gaia* » ? Après tout, la Terre et ses milliards d'années a vécu sa vie sans se soucier des espèces qui vivaient à sa surface, espèces dont on nous dit au demeurant que 99 % de celles du passé ont disparu ...

Autrement dit, si le diagnostic est erroné, on se prépare des lendemains difficiles. Et, pour reprendre un des mantras à la mode, si l'on divise par quatre – le fameux « *facteur quatre* » des écologistes qui revient comme une incantation – les émissions de GES d'ici à 2050, ça ne changera strictement rien aux dysharmonies climatiques qui nous attendent ; et, conséquences plus inquiétantes, on n'aura pas pris les dispositions qui s'imposent, on n'aura pas correctement anticiper.

Pédagogie de l'intelligence vs doctrine de la peur.

S'exprimant à propos des évolutions à venir dans la combinatoire économie – social – environnement, Michel DRANCOURT écrivait dans la revue **Futuribles** en Avril 2007 : « *Même si le souci du long terme l'emporte, tous les mécanismes économiques seront plus ou moins concernés. Ils ne sont pas concevables sans de permanentes avancées scientifiques et techniques, sans effort d'organisation...* »

On sait de longue date que la peur est mauvaise conseillère. Faire appel à la doctrine de la peur est donc puérile et même souvent contreproductif.

Il va de soi que faire en sorte que nos process industriels soient plus économes en énergie, poursuivre l'isolation des bâtiments professionnels, publics et domestiques, adopter des attitudes anti-gaspillage – mais dans les Pays en développement on sait parfaitement faire cela, il ne faut donc pas les stigmatiser -, optimiser les organisations de productions, sensibiliser les consommateurs à s'orienter petit à petit vers des attitudes équilibrées – sans aboutir à des situations de restrictions iatrogènes, cependant -, conserver la grande liberté que représente la mobilité en utilisant des moyens de transports nouveaux, gérer au mieux l'hydrosphère ...etc... relève de la pédagogie de l'intelligence.

Mais, surtout, il faut **concomitamment** se préparer aux conséquences des dysharmonies climatiques qui vont se présenter même si l'on adopte tout ce qui vient d'être décrit précédemment.

Dans la pratique, il faut conduire, sous la pédagogie de l'intelligence – ce qui exclut les affirmations dogmatiques que la sotériologie écologiste nous assène -, **les deux scénarios simultanément**, afin de parvenir, comme on le sait parfaitement en Prospective à ce que l'on nomme un « *scénario à regrets nuls* ». C'est-à-dire que, si l'hypothèse la plus catastrophiste ne se réalise pas, toutes les dispositions positives prises auront abouti à une amélioration de la situation socio – économique globale, et notamment celle des plus démunis.

Quant à la « *taxe carbone* », à la française elle est aussi risible qu'inutile, sous la forme adoptée. Faire référence à la Suède montre une méconnaissance profonde (ou hypocrite) des mécanismes de financements publics utilisés en Scandinavie. Le meilleur outil fiscal comme « *taxe verte* », c'est l'IRPP, l'impôt sur le revenu. En Suède, il est fort, étendu, payé par tous les ménages et représente près de 50 % des prélèvements totaux (impôts et cotisations). En France il représente moins de 8 % du total. Commençons par mettre l'ensemble de la fiscalité française à plat, augmentons fortement l'IRPP – en réduisant a due proportion des cotisations, par exemple -, et après on pourra alors commencer à imaginer une « *taxe carbone* » comme il en existe effectivement en Suède ou aux Pays Bas.



CLIMAT : LA GRANDE ERREUR suite

La prétention de l'*homo sapiens* comme quoi il aurait un rôle majeur – en compétition donc – avec les mécanismes intrinsèques à la planète Terre autrement plus puissants que ses « industries », pourrait conduire à une erreur grave et pathétique concernant le changement climatique, ses dysharmonies, et ses conséquences concrètes, **les politiques publiques mises en œuvre se révélant inadaptées aux vrais défis.**

A distance temporelle, Galilée nous met en garde : « *La Nature est sourde et inexorable à nos prières, elle n'est pas disposée à altérer ou changer l'enchaînement de ses effets, (...) elle n'a aucune obligation envers les Hommes, n'a passé aucun accord avec eux.* »

Dont acte.

Liam FAUCHARD / FutureScan / Septembre 2009

Sources : *Espace Magazine, Futuribles, FuturWest, Geophysical Review, La Recherche, Les modèles du futur, Nature, Science ...etc...*

Serge PAPIN, Président du Groupe Système – U

- *Interview réalisé le 05 Novembre 2009 par Rémi MER,*
- *Consultant en Stratégie et Communication, Conseiller du Groupe FUTUROUEST.*
remi.mer@wanadoo.fr

Comment voyez-vous la situation de crise actuelle des producteurs français ?

La situation de l'agriculture française est actuellement tendue. Depuis l'après-guerre et jusqu'à ces dernières années, on demandait à l'agriculture française de produire en quantité et à bas coût, d'abord pour nourrir les Français et ensuite pour exporter. Cette agriculture de production était essentiellement basée sur des méthodes de production intensives, et la question de la vente se posait peu. Cela a abouti à des décalages entre l'offre et la demande avec parfois des surproductions. En parallèle, notre métier de distributeur a consisté à rendre ces produits accessibles aux meilleurs prix possibles. Nous étions tous dans une logique de massification de la production. Tout le monde y a contribué, les producteurs, les techniciens, les chercheurs de l'INRA et la distribution aussi. Nous avons mis sur le marché de beaux produits, transportables, susceptibles d'être vendus après avoir été manipulés maintes fois. Et nous nous sommes peu préoccupés du goût.

Résultat : on assiste à un désamour actuel entre le consommateur et le produit. Parallèlement, les modes de consommation à l'anglo-saxonne se sont développés, avec les céréales, les sucreries... Et la cuisine a progressivement perdu du terrain, au détriment des légumes. Nous arrivons à la fin de cette époque...

Que faudrait-il faire pour s'en sortir ?

Il faudrait se donner le temps nécessaire aux restructurations des filières en difficulté ou en surproduction. Nous serions favorables pourquoi pas à un prix plancher pour une durée déterminée et pour certains produits, pour préserver le revenu des producteurs. Mais il faut arrêter de penser que c'est la marge des distributeurs qui nuit à leur revenu. Nous sommes prêts à favoriser la production nationale et à mettre en avant les pommes françaises pour inciter nos clients à acheter français. Mais il faudrait que les pouvoirs publics s'engagent de leur côté et jouent le rôle d'arbitre et que toute la distribution joue le jeu.

Comment voyez-vous évoluer la demande ?

La demande va devenir plus vertueuse. Les consommateurs sont de plus en plus lucides ; ils font le lien entre l'alimentation et la santé, ce qui explique par exemple leurs préoccupations vis-à-vis des pesticides. Ils veulent retrouver du lien social, et dans une période un peu plus dure, associer les plaisirs de la table et les plaisirs de la vie, à travers les repas et une consommation, si j'ose dire, consolatoire. Et ils veulent respecter la planète, prendre en compte le développement durable, acheter des produits de saison pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Et cela est vrai aussi dans les zones rurales ; ce n'est pas que l'affaire des bobos parisiens. J'ai l'habitude de dire que nous vendrons plus utile que futile. Nous avons en face de nous des consommateurs citoyens, plus responsables, qui votent avec leur caddy. C'est le sens de la consommation locale. Et ce n'est pas qu'une question de budget. On peut bien manger et équilibré à pas cher.



INTERVIEW DE SERGE PAPIN (SYSTÈME U) suite

Justement, quelle place voyez-vous pour les fruits et légumes ?

Avec les nouveaux modes de consommation, les gens vont revenir aux produits bruts. Cela revient moins cher que les produits transformés. Et on assiste par ailleurs à « un retour en cuisine ». Les producteurs devront répondre à ces attentes à travers la diversité des produits (les variétés), aller vers des produits très gustatifs et plutôt de saison. Les consommateurs vont accorder leur préférence au produit local, ce qui va entraîner une relocalisation de la production. En outre, pour les fruits et légumes, il faut prendre en compte le poids de la perception du prix, c'est un problème particulier dans ce secteur, ce qui n'est pas vrai dans bien d'autres produits, alimentaires ou non. Mais ce n'est pas parce que le prix des légumes sera plus bas qu'on va en vendre beaucoup plus. Le prix est parfois un faux combat qui peut être contreproductif. Si l'on ramène le coût des fruits et légumes à la portion, au repas, plutôt qu'au kilo, c'est moins cher que les produits préparés.

Quels seraient les axes de développement des fruits et légumes ?

J'en vois plusieurs pour dégager de la valeur. D'abord acheter en local, le plus possible et dès que l'on peut. Les gens se reconnaissent dans les produits locaux, car ils voient en plus des emplois derrière. Ensuite, il faut promouvoir la diversité et revoir la présentation et les mobiliers de nos rayons. Il faut reconnaître aussi que le libre-service peut poser problème par rapport aux pesées traditionnelles. La balance en libre-service est l'ennemie des fruits et légumes. Il faudrait remettre des gens formés pour s'occuper des rayons de fruits et légumes, ce qui n'est pas simple. Dernier point, le « bio ». Nous voulons encourager la production et la vente de produits bio à des prix raisonnables ; la différence de prix ne doit pas dépasser 20% par rapport à des produits classiques. Nous avons pris du retard dans ce domaine par rapport à des pays comme l'Italie.

Cela va-t-il vous conduire à vous réorganiser en conséquence ?

En partie, oui. Et le mouvement est déjà engagé. Nous devons de notre côté prendre nos responsabilités pour accompagner ce mouvement de basculement de la consommation. Cela nous oblige à nous remettre en question. Ainsi, nous avons défini au niveau du groupement trente-trois bassins de consommation alimentaire sur la base de données statistiques (type Secodip) en plus de notre découpage en 4 grandes régions. En fruits et légumes, nous cherchons à donner de l'autonomie aux régions. Nous venons de lancer le premier label régional en Alsace. Cela va se traduire par une charte d'engagements avec nos fournisseurs régionaux. Notre objectif est de passer dans cette région de 10 % à 15 % de notre chiffre d'affaires alimentaire en produits locaux, sur la base de contrats de culture, quitte à relancer certaines productions.

Cet objectif va varier selon les bassins de consommation. La situation n'est pas la même en Savoie et en Bretagne, en Provence ou en Charentes. Mais la tendance est là. Cela peut sembler modeste, mais je peux vous dire que c'est un vrai bouleversement pour tout le monde, y compris nos acheteurs qui devront s'ouvrir d'avantage aux producteurs locaux. De même au niveau de nos entrepôts, nous sommes arrivés au bout d'une certaine logique de concentration et de massification. Et cela ne va pas toujours dans le sens d'une adaptation à nos marchés locaux.



INTERVIEW DE SERGE PAPIN (SYSTÈME U) suite

Que pensez-vous de la concurrence des magasins spécialisés, en fruits et légumes ?

Les fruits et légumes contribuent à l'image de fraîcheur et de qualité de nos magasins. Notre ambition est d'apporter le même service de ce côté-là par rapport à nos concurrents spécialistes en matière d'offre, de prix et de services. C'est pour nous une saine émulation

Où en est l'enseigne U ?

Globalement, nous sommes actuellement en 4ème position et nous venons de passer devant Auchan En supermarchés, nous sommes seconds derrière Intermarché. Nous avons l'un des plus forts taux de croissance de part de marché, autour de 0,4% par an. Cela devrait nous permettre d'être à près de 10% en 2010. C'est l'objectif que nous nous sommes fixés. Nous devrions compter 1000 magasins en 2010.

Aujourd'hui seulement 48% de la population Française dispose d'un magasin U dans sa zone de chalandise, notre champ de progression est encore très vaste.

Nous sommes d'abord un groupement de commerces indépendants regroupé en coopérative, l'important pour nous, c'est le magasin, l'entreprise individuelle... Nous sommes avant tout des commerçants de pays. L'enseigne est très bien positionnée dans la relation client, grâce à notre ancrage local, très fort. Nos associés /exploitants sont des enfants du pays. Les clients du magasin connaissent bien le patron ; ils ont envie de se trouver en pays de connaissance.

CV Serge Papin :

Né en 1955 à Saint-Gilles Croix-de-vie (85)

1976 : entre à la centrale Unico comme promoteur des ventes

1984 : prend la direction de l'Unico devenu Super U de Chantonnay

1997 : Vice Président de Système U Ouest

1998 : Directeur général de Système U Ouest

2003 : Vice-président de Système U

2005 : Elu Président de Système U

Introduction

Lancé par le Groupe FUTUROUEST au début de l'année 2008, le thème de recherche « Libertés & Sécurité / Sécurité & Libertés » a fait l'objet de plusieurs sessions de travaux collectifs de définitions, positionnement, réflexions

La synthèse qu'on va lire est composée d'une introduction de Pierre PELLETIER, d'une synthèse des travaux proprement dits de Gérard LAURENT – agrémentée d'encadrés proposés par le Département de Veille de FUTUROUEST -, et d'une note complémentaire de Claude BROUSSOLLE.

Comment ce thème de recherche est-il né ?

J'hésite à vous dire qu'il ne serait pas étonnant que j'en ai été le, ou l'un de ceux, qui ont proposé de porter ce thème à notre réflexion.

L'honnêteté m'oblige à vous dire aussi, que mon attachement viscéral à la liberté m'incitait à tenter de porter ce thème à l'ordre du jour car j'y voyais la possibilité d'exprimer la défense de la liberté, je devrais dire des libertés, pour lesquelles tant d'hommes dans le passé se sont battus, et qu'enfants gâtés, nous l'oublions aujourd'hui, dans la recherche de toujours plus de sécurité.

Il est probable, d'ailleurs, que j'aurais ce jour là, à tort, je le reconnais maintenant, préféré lui donner le titre de « *liberté versus sécurité* »

A quoi se raccroche le choix de ce thème comme évolution sociétale ?

La liberté valeur cardinale de notre république figure dans sa devise « **liberté, égalité, fraternité** ». La liberté dont il est question est définie comme étant tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui.

Complétée dans cette devise par les deux autres valeurs que sont l'égalité et la fraternité, on peut admettre que, dans ce contexte, la notion de sécurité va de soi.

« *Je sais librement limiter mes comportements à la liberté des autres, et je peux compter que les autres ont la même démarche* ».

Néanmoins, assurer la sécurité, c'est à dire éviter les dangers que présentent certaines pratiques doit être recherché. Cela est particulièrement vrai pour les enfants quelquefois inconscients des risques encourus, mais aussi pour les adultes, s'agissant de la mise en garde et de la prévention de ces dangers.

On voit bien qu'il n'y a pas là restriction de la liberté, mais une aide à la pratique d'actions individuelles ou collectives.

Il y a donc lieu de faire la distinction entre la prévention des risques et l'interdiction de pratiques jugées, par l'autorité, comme étant dangereuses et donc facteurs d'insécurité.

Etre adulte ne signifie pas connaître tous les dangers qu'apportent les moyens mis à sa disposition. L'information, la prévention sont-elles suffisantes ?

Chacun peut constater la demande croissante de sécurité par une majorité de nos concitoyens, relayée en cela par nos politiques. Entendons par là, la demande de surveillance, de répression. La campagne électorale des présidentielles (2007) en a été fortement imprégnée.

LIBERTÉS & SÉCURITÉS / SÉCURITÉS & LIBERTÉS

suite

Reconnaissons que, malheureusement, les valeurs citoyennes exprimées dans notre devise républicaine conditionnant le développement des libertés ne sont pas les plus répandues. L'individualisme (l'égoïsme) nécessite des interdictions qui, dans ce contexte sont le moyen d'assurer la sécurité.

Pourtant dès le démarrage de nos travaux, nous avons pu constater que l'intérêt que nous portions à ce thème était lié au fait qu'il revêtait des aspects très diversifiés suivant les sensibilités, les expériences de chacun, compte tenu des nombreux champs d'application.

Notre société est confrontée à des évolutions techniques, technologiques, économiques, écologiques, comportementales, et par voie de conséquences, à de nouveaux risques liés à ces évolutions.

Pourquoi, donc, avons-nous décidé, collectivement de creuser cette recherche ?

Je pense que chacun a considéré que ce thème était un sujet de réflexion important, mais, le déroulement nous l'a prouvé, sur la base d'approches différentes pour chacun d'entre nous. Et c'est ce qui a fait, comme c'est souvent le cas à FUTUROUEST, que nos débats ont été fructueux.

La question qui nous était posée était d'étudier les moyens nécessaires à un double objectif : celui de la liberté et celui de la sécurité.

Dans certaines situations, la recherche de plus grande sécurité ne s'oppose pas à la liberté ; dans certaines autres situations comment faire que le développement de la sécurité nécessaire n'altère pas ou peu les libertés individuelles et collectives.

En conclusion de ce petit préambule, je veux vous dire que ce travail de groupe, et c'est là, à mon avis, l'intérêt principal de nos rencontres, a permis, par l'écoute et la participation de chacun, d'enrichir la réflexion de tous.

Pierre PELLETIER / Avril 2009

Synthèse des réflexions Janvier 2008 - Mars 2009

Elles ont porté sur 5 thèmes :

Risques – Ages et générations – Technologies – Libertés – Curseur

En introduction sur ce vaste sujet :

« Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté contre un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre ». Thomas JEFFERSON (Président des Etats-Unis de 1801 à 1809)

« L'homme a pris possession de la terre. Il lui reste à se posséder lui-même. Le temporel rejoint le spirituel. La politique, plus que jamais, doit devenir une morale. Il est temps que les responsables des principaux États acquièrent – enfin – l'intelligence du monde ». Pierre SUDREAU (Maire de Blois auteur de « La stratégie de l'absurde » Éd. Plon 1980)

« Je suis très heureux d'avoir à ma disposition, près de la ville dont vous êtes Maire, le château de la Gendronnière, que j'ai appelé « Le château de la Non-peur » (Mui-jô) et qui doit devenir le Centre d'un tel enseignement. Ce « Mui-jô » désigne non pas une forteresse, mais le lieu de la « Non-peur » qui doit s'établir d'abord dans notre esprit.

Le machiavélisme politique engendre le démon de la peur. Mais si l'homme garde un esprit paisible, ce démon ne peut pénétrer son esprit ni même s'en approcher. C'est en chacun de nous que doit s'établir l'esprit de sérénité, de mesure, de compassion, de sagesse, et surtout chez les responsables, ceux qui ont en charge de gouverner et d'éduquer ». Taisen DESHIMARU, Maître Zen (Extrait du courrier qu'il a adressé suite à son entretien avec Pierre SUDREAU – Automne 1981).

1- Les risques

Périls, dangers, inconvénients auxquels nous pouvons être exposés – font partie intégrante de notre vie dès l'instant où nous naissons, qu'ils soient naturels, techniques, relationnels, visibles ou invisibles, connus ou inconnus ...

Nous pouvons en avoir peur et chercher à nous en protéger, à les fuir, à les ignorer ... mais aussi les considérer comme des défis à relever, des opportunités pour comprendre le monde proche ou lointain dans lequel nous vivons, et surtout pour nous comprendre nous-mêmes.

Chaque jour apporte son lot d'informations sur les catastrophes qui surviennent dans le monde ; notre première réaction est de se demander comment agir, comment aider, réaction qui cache peut-être la peur que cela nous arrive. Quoiqu'il en soit, nous nous sentons rapidement impuissants et moins concernés même si l'information est réactivée périodiquement par les médias. Ceci pourrait nous amener à nous poser des questions sur la réalité et l'importance de ces événements , à propos de l'illusion que tous les êtres de notre planète sont informés de tout à chaque instant ... et ainsi nous inciter à agir là où nous sommes sans autre prétention ?

A la fin rien, aucun système, aucune loi, aucune assurance, personne ne peut nous protéger à 100 % des risques de la vie sinon notre mort ... Face à un risque auquel nous pouvons être confrontés individuellement ou collectivement chacun ne réagira pas de façon identique mais en fonction de ses caractéristiques personnelles uniques.

De même un risque que nous considérons comme majeur en tant qu'occidentaux (le nucléaire par exemple) ne le sera peut-être pas pour les indiens d'Amazonie ... Aucune solution globale unique ne peut être donc apportée, ni envisagée, par qui ? au nom de quoi ? Dans quel but ?

Bien sûr, selon les lieux et les circonstances, des solutions, des réponses ont été apportées, appliquées, puis abandonnées, retrouvées, inventées ... par des groupes d'humains plus ou moins importants.

Si, mettre en garde son prochain contre les risques auxquels il pourrait être exposé est louable, lui faire peur c'est le priver de la liberté de trouver ses propres solutions, c'est le tuer spirituellement et c'est le rendre dépendant psychologiquement et matériellement.

Pots de fin d'année : gare à l'alcool.

Un arrêt de la Cour de Cassation en date du 05 Juin 2007 – N°06-86228, a jeté le trouble dans le monde des employeurs.

Suite à un repas de fin d'année débuté vers 12h00 par un apéritif et s'étant poursuivi jusqu'à 17h30, un salarié de l'entreprise, malgré les recommandations d'un de ses collègues, a pris le volant pour rentrer à son domicile.

L'individu en état d'ivresse (1,90 g d'alcool par litre de sang constaté in fine) et qui n'avait pas attaché sa ceinture de sécurité, s'est tué au volant de son véhicule.

Les parents de la victime ont fait citer devant le tribunal correctionnel le président de la société et divers salariés, l'un pour homicide involontaire, les autres pour non-assistance à personne en danger.

En résumé :

- Les juges ont considéré qu'il n'y avait pas délit d'homicide involontaire de la part de l'employeur par manquement aux obligations de sécurité (Article L. 232-2 du Code du Travail), la manifestation ayant été au surplus organisée en dehors du temps de travail.

- Les juges ont déclarés coupables de non-assistance à personne en danger (un collègue et le gardien).

Aussi face à une situation, il n'y a pas de réponse unique. Mais la tentation est forte de faire peur à partir de la médiatisation d'un phénomène isolé, d'une information non vérifiée... (la fin du monde en l'an 1000, le passage à l'an 2000 des systèmes informatiques, la vache folle, la grippe aviaire, la grippe A...) pour justifier des solutions globales et restrictives de nos libertés au nom de l'égalité de tous (la punition générale, du soleil pour tous les vacanciers, de la pluie pour tous les agriculteurs, un bol de riz à chaque repas ... etc) pour nous protéger de tous les risques (assurance tous risques) en oubliant la réalité spécifique de chaque lieu et de chaque moment, sans oublier le bon sens qui existe en chacun de nous pour peu qu'il lui soit laissé la liberté de s'exprimer.

Une société plus allergique à la violence ?

Des études récentes montrent que les violences n'augmentent pas, mais que nous les tolérons de moins en moins.

Globalement, depuis 1970, le « processus de pacification des mœurs » mis en évidence par le sociologue Norbert Elias, se poursuit. Les violences physiques ne sont pas en augmentation dans la société française. On constate, certes, une hausse des violences verbales mais compensées par une diminution des faits les plus graves (homicides, violences physiques caractérisées). La proportion de la population ayant subi une agression physique reste stable, autour de 7 %. En revanche, des violences autrefois tolérées sont dénoncées, principalement la maltraitance des enfants, les violences sexuelles et les violences conjugales.

Concernant la criminalité, on constate une diminution du ratio des meurtres sur une très longue période. D'après les chercheurs, l'apogée aurait été atteinte en Europe au 15e siècle avec 40 meurtres pour 100 000 habitants ; puis serait descendu à 10 pour 100 000 au 17e et 18e siècle pour se stabiliser à 1 ou 2 pour 100 000 actuellement. En France, depuis les débuts du 21e siècle, on compte environ mille homicides par an et autant de tentatives.

Par ailleurs d'autres aspects modifient le paysage. La pénalisation des mœurs s'accroît avec l'apparition de nouvelles incriminations (actes de torture et de barbarie, mise en danger de la vie d'autrui, harcèlement sexuel). Le recours à la justice pour régler les conflits de la vie sociale s'intensifie, essentiellement à cause de l'anonymat grandissant des lieux de vie (urbanisation).

Sources : Revues Sciences Humaines & Alternatives Économiques

2- Certains peuvent penser que les jeunes sont plus enclins à rechercher la Liberté et les vieux la Sécurité. Mais, peut – on opposer Liberté et Sécurité, jeune et vieux ?

En effet, penser, parler, agir librement et ce, avec confiance, tranquillité, sans crainte, quoi de plus naturel !

Quel que soit l'âge, chacun vit, selon son ressenti, dans un univers tantôt de contraintes, de difficultés, de risques, de malheur, tantôt d'opportunités, de facilités, de bonheur et aussi le plus souvent, dans ni l'un ni l'autre ... rien n'est définitif, ni réservé à certains, si nous nous ne laissons pas polluer pas les chants des sirènes médiatiques qui véhiculent les catastrophes à travers les bulletins d'informations et, le bien être, la sécurité, la satisfaction de tous nos désirs à travers les annonces publicitaires.

Aka – Aki à Berlin

A Berlin, des étudiants des Beaux-Arts ont inventé un nouveau réseau social fonctionnant sur le téléphone mobile. Chaque membre peut détecter tous les autres et savoir où ils se trouvent. Aka – Aki a déjà plus de cent mille adeptes en Allemagne, Autriche et Suisse.

Le smartphone de Thomas émet un jingle indiquant qu'un membre du réseau vient de pénétrer dans sa zone de proximité : « C'est un ami à qui j'avais rendez-vous plus tard, pour dîner. Lui aussi a vue que j'étais ici plus tôt que prévu, il arrive. »

Mona : « Dans ma (petite) ville natale, toutes les familles se connaissent, si un garçon me plaît, je n'ai aucun mal à savoir qui il est. Mais Berlin est si grand, on se sent perdu. Mais bientôt tous les jeunes berlinois seront sur Aka – Aki, pour une fille timide comme moi, la vie va changer. »

Selon Roman, l'un des créateurs, les jeux sont faits : « La fusion entre le monde numérique et le monde réel, souvent promise, est enfin en train de se réaliser. Nous allons créer un « réalité augmentée » inédite, dont personne, même nous, ne peut encore mesurer les conséquences. »

Le Monde, 07 Avril 2009

Les ordres religieux, militaires, mercantiles..., au cours de l'Histoire, ont-ils vraiment cherché à limiter les libertés ou à contribuer de par leur cadre éducatif exigeant à libérer confiance, créativité, innovation? Le laisser faire est-il réellement générateur de liberté ?

Ne nous laissons pas piéger par les mots, quand on parle de sécurité (être protégé) ou d'insécurité (être exposé), de quoi s'agit-il ?

Les contrats d'assurances qui nous sont proposés ne nous protègent de rien, sinon, et ce n'est pas rien, de nous aider à faire face matériellement aux conséquences des préjudices que nous avons pu subir, mais finalement dans peu de domaines (ce qui laisse de belles perspectives de développement pour les compagnies d'assurances ... !)

La prévention s'est développée par les campagnes d'information, les interdits et la répression par une multitude de lois et de contrôles à notre insu au détriment du sens de la responsabilité.

Les fumeurs, ces exclus de l'espace public

L'interdiction de fumer dans les lieux publics, en France et en Europe, est bien reçue : personne pour protester ou s'en émouvoir, fumeur comme non-fumeur. Les « biens pensants », non-fumeurs, ex-fumeurs heureux d'avoir réussi et anti-fumeurs sont soulagés. Quant aux autres, les fumeurs, ils sont tétanisés : comment faire désormais pour vivre fautif donc coupable, sans pour autant être exclu de la société désenfumée ?

Que penser de cette société qui s'esquisse ainsi et impose ainsi à l'individu de se cantonner dans l'espace privé, donnant à la valeur « liberté publique » le seul sens de « pratique privée » ? Pratique privée ou plaisir solitaire..... Certes, le tabagisme passif est une question de santé publique. Mais démarrer sa voiture n'est-il pas plus criminel que d'allumer une cigarette ?

Dans le domaine de la nutrition hors foyer, que fait la Loi ? Comment peut-on accepter qu'un individu – en toute impunité - entame son repas par un foie gras bien arrosé,

qu'il poursuive avec un steak sauce béarnaise (et son vin), qu'il enchaîne avec la ronde des fromages (un fromage sans vin c'est au moins aussi triste qu'un jour sans pain), pour achever avec un vacherin nimbé de beaumes-de-venise et un café et son petit alcool de poire ? Quand imposera-t-on des repas diététiques dans tous les restaurants au nom de la « santé publique » ?

Dans la société ainsi codifiée, le pêcheur ne rencontrera plus jamais le saint, les dialogues seront réservés aux échanges « entre pairs » à l'exclusion de toute diversité

Le Monde – Avec le concours du Dr Micheline Benatar

3- Les technologies évoluent rapidement dans tous les domaines et si il est un fait qu'elles peuvent apporter confort, bien-être, santé, facilités, ... , elles suscitent pourtant bien des méfiances.

En effet, elles permettent aussi de mettre en œuvre des moyens de surveillance propres à nous donner l'illusion de pouvoir vivre dans une sécurité absolue ... pour le bonheur de tous !?. Mais ces systèmes sont conçus par des hommes qui ont la prétention de les maîtriser ... un peu, beaucoup, passionnément, à la folie ou pas du tout !?

Pour cela, des données sur tout, tous, à tout moment sont collectées : cela peut toujours servir et cela ne coûte pas plus cher, même si aujourd'hui, elles ne sont pas si facilement exploitables, mais demain ? Quelle place reste-t-il pour la vie privée, l'intimité ?

Les outils (un marteau, une pelle, une tronçonneuse ...) les systèmes (politiques, économiques, financiers ...), les technologies (nucléaires, informatiques, de l'information ...) ne sont ni bons ni mauvais en eux-mêmes, mais c'est l'usage que nous en faisons qui peut changer la nature (bonne, juste - adaptée, mauvaise) de la qualité des résultats de nos actes. Mais qui peut en juger en dehors de chacun de nous ?

1984

Imaginée par George ORWELL dans son roman « 1984 », la société transparente à elle-même, sous le regard de Big Brother, ne correspond pas à la réalité d'aujourd'hui : les capacités technologiques de surveillance sont déjà bien plus efficaces et plus subtiles que celles qui étaient envisagées dans le célèbre roman. Seuls de vieux principes démocratiques (sic) – droit à l'intimité, à la liberté d'expression, au secret ...etc... font obstacle à leur totalitarisme rampant.

Universalia 2009

EDVIGE

On a dit que le fichier EDVIGE était « seulement » la version numérique des anciens fichiers des RG et qu'il n'y avait par conséquent « rien de nouveau ». C'est ignorer que la numérisation de fichiers concernant deux millions de citoyens change la nature d'un outil capable de trier et recouper instantanément un très grand nombre de données et de fournir ainsi le moyen de suivre la vie sexuelle, économique, politique, syndicale ... de personnes et de groupes dès l'âge de 13 ans.

Futuribles – Novembre 2008

4- Quel est notre degré de liberté ? Penser par soi-même, agir soi-même, oser s'exprimer, ... pouvons - nous nous l'autoriser ... ?

« En démocratie le curseur est fixé par la loi », et comme nul n'est censé ignorer la loi tout est résolu ou presque. Mais, aujourd'hui, combien y a t il de lois dont nous devrions avoir connaissance pour pouvoir les respecter et les appliquer, qui peut nous le dire ? Sans parler de leur contenu ...

Du fait de notre ignorance, et sans le savoir, nous sommes tous hors la loi à un moment ou à un autre et donc potentiellement répréhensible, coupable et condamnable ou laissé libre, selon le bon vouloir de ... ? et ce, quel que soit le mode de gouvernement quelle que soit la façon dont il est qualifié (de gauche, de droite, socialiste, libéral, conservateur, populiste, autocrate, démocrate, centriste, de dictature, communiste, totalitaire ...)
et par qui ? par les partisans, par les opposants, par ceux qui veulent le pouvoir ... ?

« La quantité inverse la qualité » nous enseigne le Tao

Sécurité privée / Sécurité publique

La sécurité privée empiète de plus en plus sur la police en Europe. Longtemps « toisée », la sécurité privée sent que le vent commence à tourner. En France, cette reconnaissance prend forme dans le Loi du 05 Mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, la carte professionnelle des agents de sécurité privée devant voir le jour en Mars 2009 (décret).

En France les chiffres donnent 250 000 pour les effectifs publics et 160 000 pour les effectifs privés. Dans plusieurs Etats de l'Union Européenne, les effectifs privés sont maintenant plus élevés que ceux issus du public : Bulgarie 59 000 vs 47 000, Finlande 10 000 / 7 500, Hongrie 80 000 / 40 000, Luxembourg 2 200 / 1 600, Tchèque 51 500 / 46 000 / Royaume-Uni 250 000 / 140 000.

Le Monde – 16 Décembre 2008

« *Trop de lois tuent la loi* ». Si cette expression est représentative de la réalité, pourquoi s'y opposer, nul besoin de Robin des Bois ou de comités d'éthique impuissants, ... mais peut-être simplement rappeler les quelques principes de base communs aux différents courants spirituels qui existent sur notre planète : c'est revenir à l'essentiel d'un être humain, libre et responsable face à la situation et au contexte dans lequel il se trouve (dans l'eau, dans l'air, par - 40° ou + 40°, dans un champ de betteraves, dans un bureau, à Shanghai, à Paris, en Inde, à l'Élysée, en Afrique du Sud, en Colombie, en 1200, 1789, 1984, 2050, sur Mars, Jupiter, Pluton ...) Alors, si pour chaque situation, une loi devait être créée et votée, au nom de la démocratie, il est urgent de mettre les moyens nécessaires en œuvre ... pas si difficile, puisque notre planète est un petit village ...

Si nous ne voulons pas qu'un Big Brother décide à notre place de ce qui est bon pour nous et régule nos libertés, apprenons à conduire et prenons en mains le volant.

Par principe de précaution (ou pour d'autres raisons ?), le camembert a failli être mis hors jeu ; par principe de sécurité (ou pour d'autres raisons ?), aurait-il fallu installer des barrières de protection autour de toutes les piscines privées ? Principe de précaution qui, appliqué avec rigidité, peut être une entrave à l'innovation scientifique ...

Défendre le pour ou le contre sans étudier les multiples et différents aspects du problème posé, ou seulement partiellement pour justifier son point de vue, engendre des dépenses d'énergie considérables dont on peut s'interroger sur leur utilité : les querelles d'experts, scientifiques ou non, en tous genres [culture OGM, agriculture Bio, réchauffement climatique, couche d'ozone, émissions de CO2 ...] obscurcissent notre conscience mais peuvent aussi nous stimuler et réveiller notre vigilance et notre esprit de critique.

En conclusion pour aller plus loin :

« Un disciple demanda un jour à son maître : qu'est-ce que Bouddha ?

Le maître répondit : faire le bien et éviter le mal.

Le disciple dit : mais même un enfant sait cela, ce n'est pas bien difficile.

Le maître répondit : chacun le sait, mais bien peu le font ».

« Quel est le sens de notre vie ? C'est de résoudre le problème de notre existence.

Bien que nous possédions la nature de Bouddha, nous n'avons jusqu'à maintenant que tâtonné dans l'obscurité. N'être entravé ni par la société ni par l'ego est, je pense, la vraie liberté. Cette liberté, c'est saisir la non peur ». Maître KODO SAWAKI, Maître Zen.

Gérard LAURENT Août 2009

Avant d'engager une réflexion sur le thème « Libertés et Sécurités », le groupe de travail a estimé qu'il serait intéressant de connaître, au préalable, les développements que de nombreux philosophes ont consacré à la liberté : liberté d'agir, de penser et de s'exprimer selon ses propres choix. Comme il ne saurait être question d'être exhaustif dans cette brève introduction, nous avons repris l'excellente synthèse que André COMTE- SPONVILLE a réalisé sur ce sujet dans « *Présentation de la philosophie* » [1].

LIBERTÉS & SÉCURITÉS / SÉCURITÉS & LIBERTÉS

suite

L'auteur distingue deux sens principaux au mot liberté : liberté d'action, c'est-à-dire, liberté de faire et liberté de volonté, c'est-à-dire, être libre de vouloir ce que l'on veut.

Dans le premier cas, une personne jouit de plus ou moins de liberté suivant l'espace qu'on lui donne. Cette liberté n'est jamais absolue. L'Etat est la première force qui la limite et sans doute qui puisse la garantir. Là où il n'y a pas de loi, il n'y a pas de liberté. L'Etat limite la liberté de chacun mais aussi celle des autres ce qui permet seul à la nôtre d'exister valablement.

Mais est-on libre de vouloir ce qu'on veut ? C'est le deuxième sens du mot liberté ; le plus problématique. Peut-on choisir librement ses opinions, ses désirs, ses craintes, ses espérances ? Par exemple, voter pour qui l'on veut, c'est choisir en fonction de ses opinions. Mais qui choisit ses opinions ? Que sait on du mécanisme neuronal qui en est à l'origine ? Mon cerveau me commande ? Soit, mais je suis mon cerveau et dépendre de ce que l'on ait, c'est la définition même de l'indépendance. Dans ce cas, ma volonté est un pouvoir spontané de choix, autrement dit un pouvoir qui n'est soumis qu'à ce que je suis.

Mais suis je libre aussi de vouloir autre chose que ce que je veux ? Par exemple voter à droite si je suis de gauche et inversement ? C'est le libre arbitre, c'est-à-dire le pouvoir de se déterminer soi-même sans être déterminé par rien.

Cette liberté suppose que ce que je fais (mon existence) n'est pas déterminé par ce que je suis (mon essence), mais le crée ou le choisit librement.

Donc deux sens principaux dans la liberté de volonté : spontanéité du vouloir ou libre arbitre.

Liberté d'action et liberté de volonté est ce tout ? Non, Comte - Sponville ajoute que faire ce que l'on veut, ce peut être également penser ce qu'on veut. Cela pose le problème de la liberté de pensée ce qui suppose liberté d'information, d'expression, de discussion....Mais cela va plus loin. Je pense ce que je veux, c'est-à-dire, ce que je sais (ou crois) être vrai. Nulle liberté sans ce savoir là ne saurait être effective Est ce le soleil qui tourne autour de la terre ou l'inverse ? Seul celui qui l'ignore a le choix de sa réponse ; seul celui qui sait peut répondre librement.

Liberté d'action, spontanéité du vouloir, libre nécessité de la raison. Ces trois libertés n'existent, pour nous, que relativement : on est plus ou moins libre d'agir, de vouloir, de connaître, la question est moins de savoir si l'on est absolument libre, que de comprendre comment on peut le devenir davantage. La liberté n'est pas seulement un mystère ; c'est aussi un but et un idéal.

Note rédigée par Claude BROUSSOLLE
(1) *Le Livre de Poche- Albin Michel – 2000- 180 pages.*

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

*Bruno LATOUR (préface) nous invite à découvrir *Le Public Fantôme*, publié par Walter LIPPMANN en 1925, auquel John DEWEY s'était hâté de répondre par *Le Public* et ses Problèmes.*

Le Public Fantôme, c'est chacun d'entre nous, citoyens plongés dans une obscurité profonde lorsqu'il s'agit de nous mêler de politique.

En politique, selon LIPPMANN, il y a d'abord des objets de dispute, des imbroglios, des illusions. Mais LIPPMANN ne cède rien de l'idéal démocratique. Sa conception de la liberté, des publics et de la lutte contre les partisans est novatrice et fascinante pour le lecteur contemporain.

Ce livre, inédit en français, est une véritable cure de désintoxication en matière de réflexion politique.

Walter LIPPMANN
Le Public Fantôme
Démopolis – 2008 – 190 pages

Demandez l'impossible, vous récolterez l'atroce ou le grotesque, c'était la leçon du Prince de Machiavel : cruelle pour ceux qui se berçaient d'illusions ; libératrice pour les vrais amis de l'idée républicaine. Si l'on veut que la confiance envers la démocratie revienne, il faut la décharger des illusions qui ont transformé le rêve d'une vie publique harmonieuse en un cauchemar.

Walter Lippmann part de la constatation qui a servi de base à tous les critiques de l'idée démocratique à travers les âges : on demande aux citoyens de s'occuper d'affaires qu'ils n'ont pas l'équipement mental pour réaliser. S'il fallait vraiment que les citoyens participent aux affaires publiques comme le prévoit la théorie de la représentation, il faudrait que chacun est le cerveau de mille Démosthène, de mille Aristote, de mille Einstein philosophes, politiques, journalistes et experts compris.

Malgré sa dimension tragique, la solution proposée par le livre de WL est tout le contraire de l'engagement. Le public n'est appelé à intervenir que parce que tous les autres, les officiels, les passionnés, les meddlers de toutes sortes ont failli. L'irruption du public n'est donc que la solution indispensable, certes, mais de « rattrapage » : c'est toujours un pis-aller. L'auteur partage la méfiance, bien américaine, envers l'Etat. Chose inouïe pour nos oreilles françaises ... l'idéal reste pour le public de ne pas s'intéresser à la chose publique ! Et c'est très bien, c'est la solution par défaut lorsqu'il n'y a pas de crise. Cela veut dire que les règles sont appliquées et que tout baigne. C'est si rare, on ne va pas s'en plaindre.

L'auteur aborde aussi la question du Libéralisme – que n'écrirait-il pas de nos jours ? -, en notant que celui-ci a achoppé sur le vieux problème de l'Un et du Multiple. Or, tout ce maquis de faux problèmes est nettoyé d'un seul coup si l'on voit que la société n'est pas le nom donné à une chose réelle mais le nom donné à tous les ajustements des hommes et de leurs affaires.

Concernant la question du bien et du mal, recourant à Socrate, il est bien noté que la vertu implique la connaissance. Mais on constate qu'il peut y avoir pléthore de codes moraux. Certes dans notre vie quotidienne, à l'intérieur des frontières de notre société, on retrouve des règles communes acceptées par tous. Mais un théoricien politique préconisant l'application universelle d'une règle locale impose une réponse toute faite à une question qu'il devrait se poser.

Car s'il est vrai qu'un parti peut se fixer pour but d'instaurer des critères de jugement universels, c'est précisément le conflit entre critères qui rend nécessaire l'organisation politique et qui est la substance de la politique.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

Les contenus délivrés par les médias (rappelons que le livre a été écrit en 1925) sont beaucoup trop réducteurs et imprécis pour qui possède une exigence intellectuelle. Dans le même temps, que l'opinion publique tente d'exercer son pouvoir en direct, et l'on obtient un désastre –ou une tyrannie. Elle est en effet incapable d'appréhender un problème intellectuellement et de le traiter autrement que par un jugement à l'emporte pièce. Les théoriciens de la démocratie ont méconnu cette vérité parce qu'ils considèrent le gouvernement comme le reflet de la volonté du peuple. Chimère ! L'entreprise complexe qui consiste à concevoir des Lois et à les appliquer par le truchement de centaines de milliers de fonctionnaires n'est en rien un acte des électeurs, ni une traduction de leur volonté.

Comment ne pas penser à l'ouvrage majeur de Guy DEBORD, *La société du spectacle* (1969). Et encore une fois, nous n'étions qu'en 1925 : que penserait Walter LIPPMANN de la médiocrité des « spectacles » d'aujourd'hui ?

Selon la théorie de WL, le public n'a nulle force de proposition en matière de Lois ou de morale, mais il est au mieux la force de la réserve dont on peut attendre qu'elle se mobilise en faveur de la méthode et de l'esprit de la Loi et de la morale. Les deux règles qui s'imposent à un membre du public qui veut éviter de se mêler de tout à tort et à travers sont :

- Un = La règle est-elle défectueuse ?
- Deux = Comment identifier l'agent qui est le plus à même de l'améliorer ?

Ainsi, le génie de toute discussion publique, ce n'est pas d'obscurcir ou de censurer les intérêts privés, mais au contraire de les illuminer assez pour qu'ils naviguent sous leurs propres pavillons, au su de tous.

Pour WL, les démocraties sont hantées par ce dilemme : d'un côté, elles ont besoin de voir leurs Lois largement approuvées par les citoyens ; de l'autre, elles sont manifestement incapables de résoudre leurs problèmes majeurs sans passer par une centralisation du pouvoir, et donc des Lois très générales qui excluent par principe l'approbation populaire. Les problèmes les plus frustrants de la démocratie sont justement ceux qu'on ne peut pas résoudre par des principes démocratiques

Comment ne pas référer aussi aux travaux de Albert O. HIRSCHMAN et son ouvrage « *Exit, Voice, Loyalty – Responses to decline in Firms, Organizations and States* » de 1970 ?

Walter LIPPMANN (1889 – 1974)

était un columnist, d'abord au journal World puis au Herald Tribune, c'est-à-dire qu'il avait carte blanche pour écrire ses chroniques qui pouvaient au demeurant être totalement contradictoires avec la tonalité des éditoriaux qui sont censés représenter la ligne du journal. On notera la liberté de la presse de cette époque puisque les propriétaires du HT, républicains, étaient opposés aux vues de LIPPMANN ... qu'ils avaient cependant recruté et qui lui ont permis d'exercer pendant plusieurs décennies. On croit rêver quand on constate l'absence récurrente de vrai pluralisme dans la presse française de nos jours.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

Les rapports entre consommation et modes de vie sont étudiés sur un demi-siècle, car les changements, qui sont considérables à long terme, sont de faible ampleur sur le court terme. Évolutions lentes ou bouleversements accélérés ne se produisent pas aux mêmes périodes selon qu'on examine l'alimentation, l'habillement, le logement, les transports, les loisirs ou la santé. Les grandes innovations – la voiture ou l'Internet -, même si leur diffusion finit par transformer de façon transversale tous les modes de vie, ne font apparaître leurs effets bénéfiques ou pervers qu'avec lenteur.

Dans cet ouvrage, version entièrement refondue et actualisée de la précédente édition, deux des meilleurs spécialistes de la question établissent une synthèse accessible des études et recherches, en économie comme en sociologie, très riche en données de toutes sortes sur les transformations de la société française.

En conclusion, ils s'interrogent sur la compatibilité entre les tendances observées de la consommation de masse et les mesures à prendre dans le cadre du changement climatique.

Nicolas HERPIN & Daniel VERGER **Consommations et modes de vie en France sur un demi-siècle** **Découverte – 2008 – 260 pages**

Amateurs de données factuelles (de très bonne qualité), réjouissez-vous, voilà un ouvrage qui fournit des matériaux permettant à la fois des interprétations propres aux auteurs et des moyens de réflexions propres à chaque lecteur. C'est suffisamment rare pour être signalé. Dont acte.

NH & DV situent d'emblée leurs présentations dans la perspective du temps long, montrant que les méthodes de collectes sont anciennes et que les méthodes d'exploitation des données évoluent au rythme des modifications statistiques enregistrées. Le domaine des études sur la consommation tend à prendre une certaine autonomie, d'abord en fonction des usages qui en est fait par l'Etat – Providence et les politiques fiscales, de contrôle des prix, de lutte contre la pauvreté, de défense du consommateur, et, en France, de la politique familiale en faveur des familles nombreuses.

Les grandes tendances évolutives (1960 – 2006) des postes de la consommation des ménages sont illustrées par des tableaux synthétiques p.30 (une trentaine d'entrées) et p.43 (une quinzaine d'agrégats).

Concernant l'**alimentation**, les changements majeurs interviennent durant la période des « trente glorieuses », puis, entre 1980 et 2006, le fait majeur est la façon dont les IAA diversifient leurs offres mais aussi la renouvellent en permanence selon deux directions complémentaires : le prêt à consommer et la segmentation fine des publics visés.

Le surpoids entre dans les mœurs. L'offre marchande non - alimentaire, elle aussi, fait droit à cette évolution de la corpulence en changeant ses standards.

L'habillement et les soins cosmétiques : la nouveauté de la situation actuelle tient au fait que les différences entre les femmes et les hommes, entre les âges et les milieux sociaux, prises dans le mouvement perpétuel de la mode, s'expriment autrement que par l'attribution rituelle de certains articles, de certains tissus, et même de certaines couleurs. Par l'organisation productive de la société industrielle, les créateurs et les confectionneurs, la publicité et l'action des médias étendent l'empire de l'obsolescence.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

Dans le domaine du **logement, de son confort et de son environnement** on constate que de par la diversité des appareils ménagers accessibles dans le commerce, de l'équipement public dans l'environnement de l'habitat et par le niveau moyen de vie atteint, les ménages n'ont jamais été si nombreux à être dans la situation d'arbitrer entre deux modes de vie. Le premier consiste à faire du foyer l'équivalent d'une entreprise, qui, grâce à la compétence de ses membres, utilise ses équipements pour produire sa propre consommation. Le second a l'orientation inverse. L'équipement du ménage est relativement réduit et le travail domestique minimisé. Cela ne signifie pas que la consommation du ménage soit ascétique. Le foyer préfère recourir aux services en général, et, pour autant que son budget le lui permet, aux services marchands.

Concernant les **transports et les départs en vacances** il est remarqué que la mobilité des personnes continue de croître, sans pour autant empiéter dans l'emploi du temps sur les autres activités, travail, repos ou loisir. Les dépenses de transport qui ont progressé jusqu'à la fin du 20^e siècle dans le budget des ménages commencent à régresser. Les transports collectifs semblent mieux résister à cette érosion que la voiture qui assure néanmoins la très grande majorité des déplacements du fait de sa flexibilité incontournable.

Au-delà de toutes les imprécations émotionnelles, il serait temps de comprendre que le besoin de déplacement individuel est un invariant anthropologique, et qu'il ne changera pas. Ce qui changera ce sont ses expressions techniques (voiture, vélo, moto, train, avion ...) et ses usages coordonnées.

L'Etat s'est introduit en force dans l'emploi du temps libre dès l'après guerre mondiale, formalisant une part du chapitre **Loisirs, culture et communication** des ménages. La consommation culturelle a été conçue comme le prolongement de l'Education Nationale et l'accès à la haute culture comme un droit. Le génie national justifiait aussi cette intrusion, la contribution de la France au patrimoine de l'humanité devant être pérennisée. La mise en valeur de la contre – culture et la légitimation des genres mineurs marquent un tournant dans cette politique volontariste.

La santé

Les soins de santé ont considérablement augmenté sur la période considérée. En 2006, ils sont financés à 77 % par la protection sociale publique, à 7 % par les complémentaires (privées et mutuelles), et à 15 % par les ménages eux-mêmes.

Malgré l'ampleur de la déchristianisation, les institutions médicales et l'opinion publique restent marquées par la tradition catholique. Combien de temps encore le système français de soins médicaux se comportera-t-il comme si la vie n'avait pas de prix ? Alors que le débat philosophique sur les priorités à observer face à la montée des coûts est depuis longtemps engagé dans les Etats anglo-saxons, il a du mal à émerger dans la société française, consensuelle en ce domaine.

La consommation est un puissant moyen de changement dans les modes de vie. Les nouvelles techniques de l'information sont l'illustration de ce processus lorsqu'il est vertueux. Mais il ne l'est pas toujours si l'on admet la thèse anthropique du changement climatique. Pour mobiliser les consommateurs dans leur diversité, la réforme écologique compte sur les innovations industrielles, le paysage des modes de vie pouvant alors évoluer par petites touches. Encore faudrait-il que les innovations de ce type soient suffisamment nombreuses. Or, le discours « *anti-science* » des mouvements écologistes ne va pas dans ce sens.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Pourquoi tombons-nous malade ? Faut-il se contenter de voir la maladie comme un ensemble de symptômes à supprimer, ainsi que la médecine scientifique le recommande ? Ne faut-il pas saisir l'occasion de cet évènement perturbateur pour trouver la source de ces douleurs, souffrances ou angoisses ?

Où trouver l'accompagnement nécessaire dans la recherche du sens de ce qui nous arrive ? Comment utiliser toutes les ressources thérapeutiques complémentaires qui prennent en compte la personne dans sa globalité ?

Tentant de répondre à ces questions, Jean-Pierre MUYARD porte aussi un regard nouveau sur les maladies qui sont le miroir de notre société – tuberculose, accidents cardio-vasculaire, cancer, dépression, autisme ...-, montrant qu'elles ne sont pas seulement liées à des lésions organiques, mais aussi à des facteurs cachés (hérédité, terrain, environnement), socio-économiques, subconscients (traces mémorisés des traumatismes infantiles ou trans-générationnels), inconscients (ménade du désir).

Jean – Pierre MUYARD

Pourquoi tombons-nous malade ? (Pour une médecine de la personne)

Fayard – 2009 – 390 pages

D'emblé le cadre est posé lorsque JPM nous invite à organiser notre vie non en fonction des risques supposés que nous fait courir la maladie, mais en fonction de l'énergie désirante qui nous anime. C'est à cette condition que le corps pourra s'organiser afin de trouver, en mobilisant des ressources dont on ne soupçonne même pas l'existence, les moyens d'établir un autre équilibre.

Sur la question « Que se passe-t-il dans mon corps ? », l'auteur nous entraîne sur des chemins de traverse qui nous font rencontrer les bilans de santé « particuliers » de la Mayo Clinic de Rochester (USA), l'approche de la leucémie par des équipes de l'Hôpital Saint Louis de Paris, ou encore l'immunologie revisitée par le Professeur Steven A. Rosenberg. Toutes approches qui persistent à appréhender la pathologie examinée d'une manière globale.

Jean-Pierre Muyard cite aussi abondamment Georges Canguilhem : « Si on délègue à la technique magique ou positive le soin de restaurer dans la norme souhaitée l'organisme affecté de la maladie, c'est qu'on n'attend rien de bon de la Nature elle-même. »

Il s'agit aussi de considérer avec attention les phénomènes « d'auto-guérison » ou de « rémissions spontanées ».

A l'hôpital, habituellement, on accueille un « problème » complexe, général ou local, une énigme, quelquefois un défi à la science. Il est de plus en plus rare qu'on y appréhende le sujet – malade en tenant compte de sa singularité et de la complexité de son environnement global.

Dans la seconde partie de l'ouvrage [Mais d'où vient la maladie ?], l'auteur nous entraîne à explorer les différentes facettes de la situation de malade à travers des chapitres fort documentés, tels que :

- De mon histoire ? Le « déjà là ».
- Le soleil, source de notre énergie vitale.
- Le temps des origines : le bébé que j'ai été.
- La mémoire de l'intimité cellulaire.
- Héritage psychoculturel et mémoire subconsciente.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Ainsi, savoir que notre cerveau émotionnel garde une trace mémorisée de toutes nos expériences sensorielles et affectives (y compris celles de nos ancêtres), et que ces expériences peuvent avoir un impact sur des organes ou des fonctions par la médiation du système neurovégétatif, aide à comprendre que certaines des corrélations psychosomatiques transmises par la médecine chinoise sous le nom de « Loi des cinq mouvements » n'étaient pas du tout fantaisistes. En effet, cette grille de lecture établit les interrelations permanentes entre les rythmes de notre système solaire, nos horloges biologiques et organiques et nos comportements psychoaffectifs, permettant de déchiffrer les traces des événements pathologiques ou émotionnels qui ont pu faire le lit de la maladie.

Un tableau publié p.174 « *Tableau des quatre tempéraments hippocratiques* » et ses commentaires permettent de faire le lien entre le *Yi King des Chinois* et les rôles connus maintenant de l'ADN.

Tandis que plus loin (P.196) est présentée en détail « *La Loi des cinq mouvements* » déjà évoquée, à savoir les positions et les relations des cinq éléments que sont le bois, le feu, la terre, le métal et l'eau.

JPM nous amène à considérer les thérapeutiques complémentaires avec bienveillance, ce qui n'est pas le cas de la communauté scientifique et médicale dans sa grande majorité. On rappellera comment cette communauté s'est complètement discréditée lors de la controverse sur « *la mémoire de l'eau* » lors des travaux du Professeur BENVÉNISTE. Il eut fallu mettre en place des protocoles expérimentaux nombreux et répartis pour vérifier si cette « mémoire » existe bien ou pas ; au lieu de cette approche scientifique rigoureuse on a accablé BENVÉNISTE d'anathèmes ... moyennant quoi on n'en sait toujours pas plus aujourd'hui !

Nous explorons donc l'homéopathie (les mystères de l'infiniment petit) et l'ostéopathie (soigner l'architecture de notre maison corporelle).

Sur les origines des maladies, l'auteur interroge la société et ses environnements, car pour lui, la maladie exprime aussi les « ombres » de la société. Il constate que pour ce qui est de la tuberculose, la réponse thérapeutique simple – qui au demeurant est en butte à des souches de plus en plus résistantes – n'est pas suffisante si elle ne prend pas en compte la misère sociale qui frappe les populations exposées.

Pour ce qui est des maladies cardio-vasculaires, on est amené à faire le lien entre la croissance économique forcée – et la dégradation des conditions de travail corrélatives – et l'apparition du stress à grande échelle, comme source d'inhibition de l'action.

Le cancer relevant de la tentative des cellules à la recherche de l'immortalité.

La dépression est analysée comme fatalité ou chance.

L'autisme est présenté comme les mystères de la « *bulle vitale* ».

In fine, JPM se demande si on peut parler de « *guérison* » ?

Il s'agirait plutôt d'une mutation alchimique et d'une initiation à une « autre vie », qui passe par un acte de reconnaissance de ce que je suis, de réconciliation des diverses parties de moi-même, de transformation de la distribution de l'énergie vitale, signe que les forces d'attraction universelle en moi ont retrouvé un autre équilibre C'est cela, la magie de l'Amour.

On l'aura compris, un livre passionnant, principalement parce qu'il tisse des passerelles continues et fructueuses entre les thérapeutiques de la médecine occidentale et les pratiques complémentaires issues d'une vision moins mécaniste de l'être humain et de ses composantes physiques et psychiques.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Parmi tous les facteurs de préoccupation qui nous assaillent (crise mondiale, risque environnementale ...etc...), il en est un qui ne doit pas passer inaperçu et devrait même retenir prioritairement l'attention : la jeunesse française témoigne d'un pessimisme, d'un manque de confiance en l'avenir et d'une résignation qui tranchent complètement sur ce que l'on constate ailleurs.

A qui la faute ? Comment a-t-on pu en arriver là ? Dans notre « modèle » français tant vanté, qu'est-ce qui parvient ainsi à casser la jeunesse ? Comment les choses se combinent-elles, entre crise globale et ratés spécifiques du système éducatif, entre, ici « jeunisme » démagogique et, là, passésisme profond ? Pourquoi les jeunes eux-mêmes pensent-ils et agissent-ils, si souvent, à rebours de leurs intérêts réels ?

Olivier GALLAND

Les jeunes français ont-ils raison d'avoir peur ?

A. Colin – 2009 – 160 pages

Depuis trente cinq ans, la Commission Européenne réalise des sondages dans l'Union Européenne dans lesquels on demande aux personnes interrogées si elles sont satisfaites de leur vie : depuis 1973, le pourcentage de Français se déclarant très satisfaits n'a jamais dépassé 15 %, alors qu'il a toujours dépassé 50 % au Danemark. Il y a certainement dans cette permanence de profondes causes culturelles : les Pays du Sud de l'Europe – Espagne, Italie, Portugal – de tradition catholique, partagent tous plus ou moins, depuis qu'on dispose de mesures à ce sujet, le pessimisme français, tandis que les Pays du Nord, de tradition protestante, se déclarent globalement plus satisfaits de leur vie et plus optimistes. L'optimisme protestant est lié à un sentiment d'intégration et de participation à la société beaucoup plus élevé que dans l'Europe catholique.

La France est une société de défiance et cette défiance se manifeste particulièrement chez les jeunes à l'égard des institutions et des élites : une enquête de la Fondation pour l'Innovation Politique montre par exemple que 3 % des jeunes Français font complètement confiance au gouvernement de leur Pays, 2 % aux médias. La confiance envers « les gens en général » est elle-même très basse : 6 % des jeunes Français disent avoir pleinement confiance dans les autres.

La culture adolescente est devenue plus qu'auparavant une culture interclassiste dont les thèmes et l'inspiration viennent d'ailleurs plutôt du bas que du haut de la société, des banlieues que de l'université ou des milieux intellectuels. Tous les adolescents partagent plus ou moins tous ces codes culturels produits par les industries du divertissement, même s'ils se déclinent dans des styles très divers.

Les nouveaux moyens de communication permettent de poursuivre la sociabilité hors de la coprésence physique et sans que les parents le sachent ou puissent le contrôler. Tout le capital amical qu'ils ont parvenus à construire indépendamment du foyer est alors incarné dans des outils techniques (portables, SMS, chats ...) comme une attestation de l'autonomie nouvellement acquise. Cette nouvelle autonomie passe également par l'adoption de conventions linguistiques éloignées de la langue imposée à l'école.

Cette culture est aujourd'hui essentiellement une culture relationnelle : « l'être avec » devient plus important que le « faire avec ». C'est un renversement notable par rapport à la sociabilité des années 1950 – 1960.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

L'explication la plus évidente du malaise de la jeunesse est que les jeunes Français sont mal traités, qu'ils sont victimes d'un ensemble de discrimination qui retardent ou même qui empêchent leur accès au statut d'adulte. La crise de confiance dans l'avenir, et plus largement dans la société censée les accueillir, peut facilement se comprendre ainsi : si les jeunes ont des perspectives brouillées et incertaines d'accès au statut d'adulte, et notamment à sa dimension économique, il n'est pas étonnant qu'ils fassent preuve de pessimisme et de défiance.

Du début des années 1980 au milieu des années 2000, le pourcentage de jeunes actifs de moins de 25 ans occupant un emploi instable ou au chômage est passé d'un peu plus de 40 % à près de 60 %. Dans le même temps, la proportion d'actifs de 30 à 50 ans dans la même situation restait stable autour de 15-16 %.

Au fur et à mesure de l'avancée en âge, l'écart se creuse entre les diplômés et les autres, et, à l'aube de l'entrée définitive dans la vie adulte, 40 % des non - diplômés sont encore dans une situation professionnelle précaire. Cette situation est encore aggravée parmi les jeunes non - diplômés vivant dans les zones urbaines sensibles, car au stigmata de l'absence de qualification professionnelle s'ajoute celui de l'origine résidentielle.

En France, les jeunes sont loin de quitter leurs parents aussi tard que les Italiens, mais ils sont loin également d'accéder aussi vite que les Danois à l'autonomie résidentielle. La singularité du modèle français est d'être une forme d'accompagnement familial progressif vers l'âge adulte. Les jeunes Français quittent finalement assez vite leurs parents (vers 22 ans en moyenne), sans pour autant être totalement indépendants économiquement, et sans s'éloigner beaucoup du domicile familial et de l'aide ponctuelle des parents.

La jeunesse souffre en France d'un double déficit de représentation dû d'une part à l'absence de prise en compte transversale des questions de jeunesse dans l'organisation politico - administrative, d'autre part à la faiblesse des organisations pouvant représenter les jeunes, parler en leur nom et négocier avec les pouvoirs publics.

De son côté, le message contestataire semble assez ténu, mais socialement il s'est renversé : il se trouve plutôt du côté du versant populaire de la culture juvénile, avec le message révolté des musiciens de rap. Les enquêtes sur les attitudes socio - politiques des jeunes montrent bien ce renversement : les jeunes des classes moyennes et supérieures ont perdu leur fibre contestataire des années 1960-70, tandis qu'une nouvelle radicalité, souvent infra - politique, émerge de la jeunesse des cités.

L'analyse du fonctionnement de la crise du modèle méritocratique à la française, reposant sur une hypocrisie majeure fondée sur un soi-disant « égalitarisme républicain », montre que, sous cet angle, les jeunes sont non seulement les victimes de la société, mais aussi les agents apparemment consentants de leur propre assujettissement. L'école française n'a pas su gérer la diversité des aspirations scolaires, la diversité des talents et des modalités de réussite induite par la démocratisation quantitative de l'accès à l'enseignement secondaire. En appliquant un cadre trop uniforme et trop formel, elle conduit au découragement et à l'échec beaucoup de ceux qui ne répondent pas aux standards de la réussite académique.

Que faire ? D'une manière assez peu convaincante, genre catalogue, l'auteur nous propose de prendre en compte : Mieux partager les risques et accompagner la phase de transition / Une meilleure protection contre la précarité économique / Repenser le rôle de l'école / Refonder les politiques d'orientation / Une université plus professionnelle / Des nouvelles formes de représentation et de participation.

Mais est-ce à la hauteur de la question ?

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Mars 2000 : Un Conseil Européen extraordinaire se réunit à Lisbonne. Quoiqu'il n'ait pas fait les gros titres des journaux et demeure inconnu du grand public, ce sommet marque un tournant dans l'histoire de la construction européenne. Les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze Pays membres de l'Union à l'époque se sont alors fixé « un nouvel objectif stratégique pour la décennie à venir : devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde ».

A cette fin, ils ont ouvert le chantier d'un Espace Européen de la Recherche (EER) qui entend organiser la production, l'échange et la valorisation des savoirs sur le modèle du Marché Commun. Ce projet vise à orienter les activités de recherche et d'innovation vers une finalité de compétitivité économique. Son but n'est pas d'intégrer les systèmes nationaux en recourant au droit communautaire, mais de les mettre en concurrence au moyen de techniques managériales censées insuffler un « esprit compétitif » dans les laboratoires comme dans les administrations publiques. Par la construction d'indicateurs de performances et leur évaluation comparative (benchmarking), il s'agit d'inciter les « chercheurs entrepreneurs » à optimiser leur productivité, et les gouvernants à aménager des conditions institutionnelles, juridiques et culturelles attractives aux yeux des investisseurs. Quantifier ainsi le travail scientifique et l'art de gouverner n'est pas neutre ...

Isabelle BRUNO

***A vos marques, prêts ... cherchez ! (Vers un marché européen de la recherche)
Le Croquant – 2008 – 270 pages***

Notons le d'emblée, l'ouvrage de Isabelle BRUNO est bien organisé et très pédagogique. Elle apporte dès le début un panorama de l'évolution des politiques publiques de recherche et d'innovation au sein de l'Union Européenne, montrant ainsi les trois grandes périodes vécues ou à venir : 1950 – 1975 (Objectif politique) / 1975 – 1995 (Objectif économique) / 2000 - ????? (Objectif sociétal).

Puis elle montre comment se sont construits peu à peu les programmes européens. ESPRIT (European Strategic Programme for Research in Information Technology), fut ainsi lancé dès le début des années 1980, initiative qui amorce une politique de pré - compétitivité (recherche de base ou appliquée dont les résultats ne sont pas directement commercialisables et peuvent donner lieu au développement de divers produits ou procédés).

Il y eut aussi RACE (Research and Development in Advanced Communication technologies for Europe), BRITE (Basic Research in Industrial Technologies for Europe) et BAP (Biotechnology Action programme) ...etc... Tout ceci sous le vocable commun de MOC (Méthode Ouverte de Coordination).

Dans le même temps (1983) fut créé la Table Ronde des Industriels Européens ou ERT (European Round Table of industrialists), à ne pas confondre avec Business Europe (Ex-UNICE) porte-parole du patronat européen et partenaire social reconnu par les autorités communautaires.

En 1993, sous l'impulsion de Jacques DELORS, est publié le Livre Blanc de la recherche. Il ébauche avec sept ans d'avance les linéaments d'un Espace européen de la recherche mais ne résout pas la question latente des processus de convergence nécessaires, sans passer par le truchement des harmonisations juridiques lourdes. L'émulation interétatique est déjà privilégiée.

De son côté, l'OCDE a formulé en 1999-2000 son point de vue sur le sujet à travers « *Knowledge Management in the Learning Society* ».

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Au regard de l'histoire communautaire, les difficultés de coordination ont toujours préoccupé les instances européennes sans qu'elles parviennent jamais à installer un dispositif satisfaisant. En 2000, la Commission saisit l'opportunité que lui offre la résolution du Conseil Européen sur l'EER, qui l'habilite à donner toute sa force au principe de complémentarité des actions de l'Union Européenne et des Etats membres, mentionné dans les traités de Maastricht – Amsterdam mais resté jusque là lettre morte.

Un chapitre important du livre de I. Bruno est celui dont le titre donne le ton « Objectif : 3% du PIB ».

Le 15 juin 2000, le Conseil des Ministres de la Recherche (R&D) a demandé à la Commission de préparer le terrain pour rendre possible une évaluation comparative des politiques nationales et des résultats européens par rapport au reste du Monde. Si la stratégie de Lisbonne systématise l'exercice d'un benchmarking international, ce n'est pas tant pour mettre en relief les « contre – performances » de l'Union relativement aux USA, que pour dessiner en creux les écarts intracommunautaires. Constaté que la moyenne des Quinze recouvre de fortes variations permet de distinguer des champions européens de catégorie internationale, telles la Suède ou la Finlande, capables de rivaliser avec l'Oncle Sam. Leur célébration sert alors d'appui à une argumentation qui invalide l'incommensurabilité du Vieux et du Nouveau continent et autorise, de ce fait, leur confrontation. Dans la course qui oppose les deux rives de l'Atlantique, l'émulation interne est un aiguillon plus puissant que la compétition mondiale. Cette émulation, on l'aiguise par un benchmarking intergouvernemental, selon la formule « Qui veut s'améliorer doit se mesurer, qui veut être le meilleur doit se comparer ».

De fait, la réalisation de l'EER passe par une (auto) réforme radicale des Etats. Appelés à entrer en lice comme n'importe quels autres acteurs (entreprises, chercheurs, universités), ils se doivent de devenir eux-mêmes des organisations concurrentielles, la concurrence étant dans cette logique le plus sûr gage de compétitivité. S'il est primordial que les gouvernements s'engagent de leur plein gré dans un cycle de benchmarking, c'est en raison des effets de disciplinarisation attendus de cette technique managériale. Par sa pratique, ils sont censés s'astreindre à une exigence de performance qui les amène à régler leur façon d'administrer la société sur l'art de gérer une entreprise. Quand l'esprit compétitif vient aux gouvernants, le grand soir d'un « marché commun de la recherche » n'est pas loin.

Pour la partie du livre consacré à l'élaboration des statistiques nécessaires à la mise en compétition, l'auteur revisite les différentes étapes suivies depuis le « *Manuel de Frascati* » construit sous l'égide de l'OCDE dès 1963, en passant le GENIST – Groupe d'Experts Nationaux sur les Indicateurs de la Science et de la Technologie, lequel GENIST soumet sa propre batterie d'indicateurs au CPST (Comité de la Politique Scientifique et Technologique), sans oublier EUROSTAT – bras statistique armé de l'UE. Enfin, Isabelle Bruno explique le fonctionnement de la vigie de l'EER (ERA, in english), c'est-à-dire ERAWATCH <http://cordis.europa.eu/erawatch/>

In fine, l'auteur brocarde ce qu'elle nomme le mythe de la « *gouvernance déterritorialisée* ». Jusque dans un passé récent, les politiques de cohérence régionale procédaient par péréquation : elles entendaient réduire les inégalités de développement en équilibrant la répartition spatiale des activités productives. Les politiques de compétitivité territoriale procèdent à l'inverse par différenciation : elles calculent des différentiels de performance de sorte à localiser les zones d'attractivité et à y concentrer les aides étatiques.

L'Etat « *stratège* » est invité à optimiser cette compétition entre territoires de manière à participer à l'aménagement d'un espace européen de la recherche.

Sur le sujet, voir aussi la NDL contenue dans FuturWest N°23 : « *La société des savoirs : trompe l'œil ou perspectives ?* » - L'Harmattan 2006

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

La Suisse, c'est environ huit millions d'habitants, une démocratie participative exemplaire, grâce notamment aux référendums d'initiative populaire, et des résultats économiques époustouflants : le salaire médian est double du français (une caissière gagne 2 100 Euro par mois ...), la balance commerciale est excédentaire avec presque tous les Pays, y compris la Chine, et 21 % d'immigrés contribuent à ce succès, sans que jamais les banlieues aient flambé.

Et pourtant, dans l'imaginaire français, la Suisse contemporaine se réduit à l'évasion fiscale, au secret bancaire, à une solide xénophobie et au chocolat..... Et pourtant, sans tapage médiatique, les Suisses ont su créer et entretenir leur prospérité.

François GARCON

Le modèle suisse – Pourquoi ils s'en sortent beaucoup mieux que les autres

Perrin – 2008 – 260 pages

Dans un premier chapitre intitulé « La Suisse diabolisée », l'auteur remet tranquillement et justement les choses à leurs placées réelles, que ce soit sur l'attitudes des Suisses durant le conflit mondial et l'accueil des juifs persécutés par le régime nazi, les dispositions règlementaires fiscales et bancaires, la neutralité parfois relative, la fiscalité locale qui serait prédatrice vis-à-vis de l'extérieur ...etc... Tout est bien relatif et la Suisse peut s'enorgueillir d'être bien plus « clean » que beaucoup d'autres Etats donneurs de leçon, à commencer par la France.

Sur le plan politique, FG rappelle que la Constitution de 1848 fixe les compétences de l'Etat fédéral dont le siège est à Berne. Elles touchent notamment à la politique étrangère, la défense nationale, les douanes et la monnaie. Le reste, et notamment la justice, la police, l'enseignement, la santé, les transports, l'essentiel de l'impôt (hors TVA), ressortit de la souveraineté des cantons (26). Chaque canton est un Etat souverain, une république, dont les prérogatives sont extrêmement étendues, qui dispose de son Parlement (entre 58 et 200 élus) et son propre gouvernement de cinq à neuf membres. A l'exception de trois cantons où les votes se font encore à main levée, pour les autres, l'isoloir est de rigueur.

Enfin la Commune est le champ d'exercice de la démocratie directe. Sur un territoire aux dimensions réduite, une population qui excède rarement vingt mille personnes est supposée comprendre les enjeux politiques, fiscaux, judiciaires ... qui lui sont soumis.

Au niveau fédéral, les parlementaires n'ont pas de mandat impératif et votent selon leur conviction. Ils sont par ailleurs réputés avoir une activité principale dont ils se dégagent douze semaines par an pour accomplir leur devoir d'élu. Pour finir, rappelons que le Président de la république suisse est élu ... pour un an, par les Conseillers fédéraux.

Les critiques ne manquent pas sur la répétition des votations – certaines années les habitants d'un Canton peuvent être appelés à s'exprimer une dizaine de fois (au demeurant, de nos jours, à 90 % par correspondance cryptée), mais l'auteur constate que – démocratie depuis sept cents ans -, de cette pluralité de modes d'expression politique plusieurs enseignements peuvent être tirés. D'une part, le chaos n'est pas sorti de la coexistence de scrutins hétérogènes. Au contraire. Sur la durée, et contrastant avec ce qui advenu dans nombre d'Etats aujourd'hui balkanisés, la cohésion de la Suisse n'a cessé de se renforcer.

Sur la faiblesse relative de la participation (allant de 40 à 75 % selon les sujets), l'auteur fait remarquer que statistiquement un taux de participation de 35 % suffit à produire des résultats représentatifs. Il en donne pour preuve le Canton de Schaffhouse qui a rendu le vote obligatoire ... et qui donne des résultats similaires à ceux du reste du Pays. In fine, l'objet débattu, et lui seul, détermine le pourcentage

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

de votants et donc du niveau d'abstention.

L'observateur aura souvent vite oublié que la Suisse pratique depuis des siècles le multilinguisme, ce qui lui donne un système de formation hors normes.

Quel bilan tirer de cette cohabitation linguistique difficile ? Au final, si l'on en juge par les classements internationaux, le système d'enseignement suisse – qui affronte l'hétérogénéité linguistique, multiplie les expériences pilotes et évaluations, souffre d'une absence de coordination et doit gérer une importante population immigrée – obtient des résultats plus qu'honorables. Selon PISA-OCDE, la Suisse est très largement au-dessus de la moyenne. Au classement consolidé, la Suisse émerge au quatrième rang derrière la Finlande, la Corée et les Pays-Bas tandis que la France est 17^{ème}. En matière universitaire, au niveau mondial, seules la Grande Bretagne et la Suisse arrivent à titiller les Universités des USA. Et pourtant, une autre caractéristique du système universitaire suisse est son ouverture internationale. Sur le campus de l'EPF de Lausanne, le pourcentage atteint 75 % chez les post-doctorants. Même perméabilité internationale chez les enseignants : plus de 40 % des professeurs des dix Universités et des deux Ecoles Fédérales Polytechniques sont non - Suisses, avec un record de 60 % à Zurich.

Au-delà du cliché sur les pis des vaches, dynamisme économique et pragmatisme social semble être les deux mamelles de la prospérité helvétique. Et pour François Garçon, démocratie, culture, économie ... sont indissociables. On découvre ainsi que 92 % des Suisses lisent au moins un journal quotidien régulièrement (idem pour les magazines). Le Pays voit paraître 145 journaux dans la partie alémanique, 48 en Suisse romande, 10 en Suisse italophone et 2 dans la partie rhéto-romane du Pays, soit 205 journaux payants et paraissant au moins une fois par semaine. Ces dernières années, le tirage global est passé de 2 à 3,7 millions d'exemplaires.

Quant au taux de sans-emploi (bien plus précis que le taux de chômage à la française), sur la décennie 1997 – 2007, il classait la Suisse tantôt au second rang tantôt au premier avec un taux évoluant entre 2,5 et 3,5 % de la population employable ! Pour ce qui est des immigrés, la Suisse en compte 21 %, tandis que l'Autriche voisine en accueille 6,3 % sur un territoire deux fois plus vaste, et la France 7,4 % Sur près de 1 550 000 immigrés, 1 300 000 viennent d'une douzaine d'Etats européens (y compris la Turquie) et les 250 000 restants venant du reste de la Planète. La politique d'intégration est poussée, dotée de moyens importants, exigeante. On constate qu'un mariage sur trois célébré en Suisse est un mariage binational, et près de la moitié de tous les enfants a au moins un parent étranger.

La Suisse est aussi un dragon économique. Alors qu'en 1985 un franc sur trois était gagné à l'international, la proportion est maintenant de un franc sur deux. Sur les trois cent mille entreprises du Pays, près de quarante mille sont exportatrices, au-delà des fleurons que sont l'agroalimentaire, la pharmacie, l'horlogerie, la mécanique de précision, et les activités bancaires (15 % de l'emploi total pour ces dernières). « Le succès d'Alinghi – vingt et une nationalités sur le bateau – reflète les nouvelles chances qui pointent à l'heure de la globalité. Un Pays sans accès à l'océan est sacré roi des mers ! »

Quand Microsoft et Google décide d'établir à Zurich leur siège ou leur centre de recherche européens, un critère tel que la disponibilité d'une large population de chercheurs multilingues est citée en tête de leur choix d'implantation. Et le soi-disant dumping fiscal pèse peu. Le dynamisme économique, la probité des administrations, la qualité de la main d'œuvre, la qualité des infrastructures, sont les quatre facteurs discriminants ; l'argument fiscal arrive en cinquième position. On rappellera aussi qu'en matière d'impôts, pour l'essentiel, les Cantons sont souverains, dans les limites des lissages fédéraux via la RPT (Réforme de la Péréquation financière et de la Répartition des Tâches).

In fine, l'auteur cite l'étude réalisée en 2007 sur le BNB (Bonheur National Brut) - www.oecd.org – qui mettais les Danois au premier rang ... et les Suisses au second.

A méditer, n'est-il pas ?

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

« Ce livre a pour ambition de secouer une torpeur. J'aimerais, je l'avoue, que ceux qu'on appelle les républicains modérés, qu'ils soient de droite ou de gauche, se découvrent encore capables d'élever la voix pour défendre les libertés. Depuis vingt ans, un processus implacable de régression de la démocratie française s'est engagé, et la monopolisation du pouvoir par un « Prince P-DG » hyperactif, mais sacrifiant l'essentiel à l'immédiat, ne fait rien pour l'arrêter.

Face à la disparition de fait de la fonction de Premier Ministre, face au réveil des passions identitaires, face aux entorse à la laïcité, face aux projets de discrimination positive, face au fichage des citoyens, face au danger de reprise en main du pouvoir judiciaire et de l'audiovisuel public, des protestations s'élèvent, certes, mais sans se faire entendre. La crise accélère, au bénéfice des extrêmes, la dépolitisation d'une opinion désorientée. Nous sommes passés de la société de défiance à la société d'indifférence ; et ce big-bang silencieux brouille toutes les cartes et dérègle toutes les boussoles. »
[A-G. S.]

Alain – Gérard SLAMA
La société d'indifférence
Plon – 2009 – 240 pages

L'auteur constate que, à mesure que la situation s'est dégradée et que le diagnostic de la mondialisation, élaboré il y a plus de trente ans, a été suivi dans notre Pays d'une aggravation de symptômes qui ne trouvaient pas leurs remèdes, le discours officiel, plus lourd de valises que de balises, a cru trouver une solution en se précipitant vers une idéologie de la révolution culturelle et en adoptant comme maître mot le concept de rupture ; il n'a fait ainsi que contribuer davantage, par sa surabondance et son imprécision, à ne plus laisser paraître comme horizon qu'un champ de décombres ; et à exaspérer, en contrepartie, la nostalgie d'un âge d'or transparent et sans conflit, d'un paradis perdu.

Le constat est sympathique mais l'auteur n'a-t-il pas lui-même contribué à façonner ses contenus en participant au nombrilisme parisiano – parisien pour lequel « au-delà du périphérique, ce sont les barbares » ?

Quand il se plaint des avatars de la politique spectacle, on le renvoie à la lecture des travaux de Guy DEBORD ... qui datent de 1969 !

A plusieurs reprises il utilise son concept de « société de l'indifférence » sans jamais en donner des singes tangibles autres que des analyses universitaires jamais corroborées par des enquêtes de terrain dans l'ensemble du territoire français. Ainsi écrit-il « *En fait, les outils de l'histoire politique sont insuffisants pour comprendre l'évolution récente de la société française, parce que cette histoire est de moins en moins politique, et la société de plus en plus absente, repliée dans l'indifférence.* »

Et c'est un professeur à Sciences - Po (Paris !) qui écrit cela !

On notera aussi qu'il confond autocratie et monarchie, ce qui n'est quand même pas la même chose quant aux finalités, aux organisations, aux fonctionnements, réciproques. Dans le même registre il confond soviétisme et communisme.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

- Notons les titres des chapitres :
- Constitution : le péché originel
- Le Prince – P-DG
- Le moment 1989
- Laïcité : le viol consenti
- L'horreur identitaire
- Discriminations positives : la liberté insupportable.

On s'étonnera aussi que pour un connaisseur des philosophies politiques modernes, AGS fait sien le mythe de la « république une et indivisible », lequel est une imposture – la Cour des Comptes en fournit des preuves depuis des décennies – et responsable du passage au rouleau compresseur de toutes les richesses ethnologiques et culturelles des provinces de France.

Il cite Marc BLOCH selon lequel « *Il est deux catégories de Français qui ne comprendront jamais l'Histoire de France, ceux qui refusent de vibrer au souvenir du sacre de Reims ; ceux qui vivent sans émotion le récit de la fête de la Fédération* ». Fichtre !

[NB = L'auteur de cette NDL est doublement coupable ; il ne vibre ni pour l'un ni pour l'autre.]

Aujourd'hui, sous l'impact centrifuge de la mondialisation, l'individu a plus que jamais besoin d'être protégé contre les emprises communautaires. Là où, partout ailleurs en Europe, les Etats sont menacés, où les nationalismes et les réactions identitaires se radicalisent, et où le fondamentalisme religieux trouve grâce jusqu'au Vatican, la demande persiste dans notre Pays d'un Etat ne transigeant pas sur ses principes, notamment sur l'exigence de l'égalité de tous devant la Loi, pour protéger l'individu et maintenir le peuple ensemble.

On aimerait croire que ce soit l'enjeu. Mais l'auteur est sans doute en retard d'un train et nous pensons qu'une des réponses réside dans l'animation, plus que dans la gestion, de la hiérarchie enchevêtrée ; c'est ce qu'a présenté avec beaucoup de brio Gabriel FRAGNIÈRE lors d'une conférence organisée par le Groupe FUTUROUEST en 2003, « *Citoyenneté – Nationalité – identité* »

Voir le texte de la conférence sur le site www.futuroouest.com

Une société qui viole les principes sur lesquels elle repose, même au nom de justes fins, ne peut pas être une société juste, nous dit Alain – Gérard SLAMA. Et il rappelle l'article premier de la Constitution de la France de 1958 « *La République assure l'égalité devant la Loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race ou de religion* ». Certes, l'ennui c'est que ce n'est que très rarement appliqué (=> Voir le rapport annuel de la Cour des Comptes).

On a aussi le sentiment que l'auteur se prend les pieds dans son propre tapis quand il annonce, d'une part, que les règlements visant à faire évoluer les mœurs ne servent à rien, il suffit que l'obligation disparaisse pour que le naturel revienne au galop. Et d'autre part, il se plaint qu'il aura suffi de quelques années pour défaire les barrières de la laïcité, de l'égalité de droit et de la séparation des ordres que plusieurs siècles de réflexion classique avaient élevées contre les tentations normalisatrices des sociétés de masse. Faudrait savoir ...

In fine, un ouvrage dont on peut s'interroger sur la cible visée. Si c'est le microcosme nombriliste parisien, ça ne servira qu'à documenter quelques dîners urbains sans saveur, si c'est le peuple, c'est complètement raté. Pour cela il faudrait une cohérence d'engagement politique à vocation opérationnelle, ce qui ne semble pas le cas ...

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

La pensée chinoise a trois fondements : le confucianisme, le taoïsme et le bouddhisme. Selon les époques, l'un de ces courants a prédominé, laissant les deux autres jouer en sourdine.

Et aujourd'hui ? Ni le taoïsme et son « laisser faire » ennemi de tous les artifices de la civilisation, sceptique face au progrès, ni le bouddhisme prêchant l'évasion hors de ce monde, ne paraissent aptes à assurer la stabilité d'un système politique et les règles de la vie sociale. On n'est pas surpris d'observer un regain du confucianisme, illustré par une dizaine de grands penseurs, parfaits connaisseurs de la philosophie occidentale. Bien sûr, on s'interroge sur les soubassements idéologiques d'un tel renouveau.

Cinquante années après le marxisme maoïste, dans une Chine préoccupée essentiellement par son développement économique, cette réhabilitation du confucianisme peut être interprétée, tantôt comme une utopie, tantôt comme le témoignage d'un nationalisme rétrograde. Que ce retour aux sources ne soit en rien une stagnation stérile, mais qu'il manifeste la vivacité d'une philosophie riche de possibles, voilà l'enjeu de ce livre.

Régine PIETRA

La chine et le confucianisme aujourd'hui

Le Félin – 2008 – 185 pages

La pensée chinoise a trois fondements : le confucianisme, le taoïsme et le bouddhisme. Selon les époques, l'un de ces courants a prédominé, laissant les deux autres jouer en sourdine. Durant les cinq siècles antérieurs au christianisme, confucianisme et taoïsme, bien qu'opposés dans leurs exigences et leur finalité, ont servi de visions du monde aux Chinois qui, suivant les aléas d'une carrière ou les humeurs du moment, pouvaient se référer à l'un ou à l'autre. Le fonctionnaire lettré se devait d'être confucéen, animé par le sens du devoir, l'observation des rites, le respect de la hiérarchie, l'attention à autrui. S'il se trouvait mis à l'écart de toute responsabilité ou si délibérément il choisissait un cheminement plus individualiste, il adoptait alors, en taoïste, un comportement plus iconoclaste, à l'écart des normes sociales.

Ces philosophies opposées n'étaient pas vécues comme contradictoire (la contradiction n'est-elle pas redevable de la seule logique aristotélicienne ?), mais comme des points de vue reposant sur le fond commun de toute la pensée chinoise, selon lequel il y a un ordre du monde, constitué de l'affrontement et de la complémentarité du deux principes, le yin et le yang, pris dans le mouvement qui anime toute chose, le Dao.

Au début de l'ère chrétienne fait irruption, venant de l'Inde, une doctrine nouvelle qui devait ébranler fortement ces philosophies chinoises, le bouddhisme. Il proposait une sotériologie qui dénonçait les illusions terrestres et donnait les moyens d'y échapper. Totalement contraire au pragmatisme chinois, à sa façon de penser le réel et la place de l'homme dans la société, le bouddhisme ne s'en imposa pas moins, souvent en phagocytant le taoïsme. [Sotériologie = Doctrine du salut par un rédempteur. NDL]

- Les qualités de l'homme confucéen se résument ainsi :
- L'urbanité, la politesse, la bienséance, l'attention à autrui ;
- La maîtrise de soi et la modération dans les passions ;
- L'altruisme, la bienveillance (le ren) ;
- L'exactitude, la prudence, la circonspection ;
- La confiance en la parole donnée, l'amitié.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Cette morale est rationaliste et Confucius s'opposait à toutes les pratiques de sorcellerie et de magie, pourtant répandues.

La figure du sage taoïste est celle d'un être simple, qui refuse le brouhaha du monde pour se fondre, non sans effort car il y faut de la sérénité, patience, travail de soi sur soi, dans la Nature. De là, deux conséquences : sur le plan politique une sorte de dégageant « car on doit laisser le monde à lui-même, être tolérant à son égard et non le gouverner [...] ; le sage ne gouverne l'Etat que s'il ne peut pas faire autrement et alors mieux vaut pour lui ne pas agir, ne rien brutaliser... ».

De nos jours, le taoïsme demeure, à l'horizon de toute vision chinoise, comme une sorte d'atmosphère. Mais, on le comprendra aisément, dans une société fondée sur la compétition, le travail, la rentabilité, on voit mal sa place, sinon celle occupée par l'image d'un très lointain ancêtre amusé et bienveillant.

Cinq préceptes gouvernent la morale bouddhiste : s'abstenir de tuer, de mentir, de voler, d'avoir des relations sexuelles illégitimes, de s'enivrer. Assurément on retrouve de semblables interdictions dans la morale judéo-chrétienne. Mais ici elles ne sont pas promulguées par une instance transcendante. A la différence du brahmanisme où l'absolu existe, le bouddhisme ne reconnaît aucune transcendance, aucun dieu personnel, mais de simples engagements que le bouddhiste prend sous sa seule responsabilité. Le bouddhisme, pourtant fort éloigné des philosophies et de l'état d'esprit de la Chine, va s'introduire dans le Pays aux premiers siècles du christianisme et devenir, jusqu'au 9e siècle, une référence essentielle de la vision du monde chinoise.

Entre le 9e et le 12e siècle, une réaction violente contre son emprise surgira ; ce sera le néo-confucianisme.

Quelle imprégnation néo – confucianiste dans la Chine actuelle ? La philosophie chinoise semble se distinguer par cinq traits :

- Elle est une philosophie du mouvement, du changement, de l'impermanence ;
- Elle repose sur une vision unifiante essentiellement moniste ;
- Sur le plan de la gnoséologie, la logique à l'œuvre n'est pas celle de l'identité, mais de la conciliation des opposés ;
- Avant tout une éthique : priorité de la morale sur la métaphysique et de la morale sur le politique ;
- Philosophie de la vie, essentiellement optimiste. L'homme est naturellement bon et, s'il ne l'est pas, l'éducation le rendra bon. Il n'y a pas de péché originel.

Sur le néo – confucianisme de l'époque moderne chinoise, Régine Pietra cite le philosophe Liang SHUMING qui a beaucoup recours à la notion d'intuition, trouvant trop sèche la seule rationalité. Ce philosophe est souvent comparé à Bergson, l'un des philosophes occidentaux que les Chinois accueillent sans réserve. Celui-ci opposait l'intellect et l'intuition. Le premier délibère et calcule tandis que la seconde saisit mieux la fluidité, la mouvance temporelle, la complexité de la vie de la conscience.

Le néo – confucianisme n'est pas aujourd'hui toute la philosophie de la Chine. Outre la philosophie marxiste et la philosophie occidentale, il y a en Chine des philosophes intellectuellement adeptes du christianisme.

Les néo – confucéens reconnaissent l'avancée scientifique actuelle de l'Occident, avancée incontestable même si ce n'est pas pour longtemps ... Ils reconnaissent à l'Occident une supériorité politique due à l'instauration de la démocratie qu'ils valorisent, et qui est opposée à l'esprit hiérarchique chinois et à l'actuel gouvernement. Néanmoins, il demeure que d'autres points ne sont pas acceptés, qu'il s'agisse du monothéisme qu'ils récusent, comme ils réprouvent l'athéisme. Leur philosophie se veut essentiellement une morale – comme Voltaire l'avait pressenti. Ils la voudraient valable, non seulement pour eux seuls mais aussi pour le monde entier ...

Nous sommes prévenus.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Que signifie « être Français » ? Cette notion implique souvent l'idée selon laquelle le « vrai » Français, « de souche », serait un « Gaulois » de race blanche dont les traditions, ancrées dans un « terroir », se perdraient dans la nuit des temps.

C'est dans le domaine de l'anthropologie, ou dans ses marges, entre 1870 et 1945, que sont élaborées les théories les plus sophistiquées de l'identité nationale. D'un côté, l'anthropologie physique, cherchant à mesurer et à classer les hommes, n'a pas su éviter la question de la « pureté » de « la race française ». De l'autre, l'étude du folklore, visant à recueillir les survivances de traditions paysannes ou artisanales en déclin, a exclu de fait celles de bon nombre de Français qui n'étaient pas « de souche ».

Une conception figée de l'identité nationale atteint son paroxysme sous l'Occupation et le régime de Vichy, mais on la trouve aussi jusqu'chez les anthropologues antiracistes de l'entre-deux-guerres et les folkloristes du Front Populaire.

L'auteur retrace la genèse du récit mythique qui a imprégné la communauté scientifique française. Par un curieux effet d'inertie ce mythe, aujourd'hui abandonné par les anthropologues qui ont fait depuis un demi-siècle leur autocritique, est toujours présent dans les mentalités et d'actualité dans la sphère médiatico – politique.

Régis MEYRAN
Le mythe de l'identité nationale
Berg International – 2009 – 190 pages

Deux grandes parties composent l'ouvrage de Régis MEYRAN :

- 1/ Race et identité nationale.
- 2/ Tradition et identité nationale.

Il semblerait qu'au début des travaux anthropologiques, seul un chercheur du nom de Paul TOPINARD était réservé. A l'époque, la notion de race était aussi une croyance pour ses contemporains. Tous les anthropologues admettaient son utilité et personnes ne questionnaient ce qui apparaissait comme une évidence.

La mesure de l'homme et l'existence des races étaient donc deux croyances propres à l'époque, mais, néanmoins, les anthropologues, psychologues et psychiatres de la fin du 19e siècle étaient-ils racistes pour autant ? En réalité on trouvait les deux cas de figures et on peut même dire qu'il y avait autant de racistes que de non – racistes.

Enfin, pour Broca, « *la race française n'existe pas* », tout simplement.

Durant la période de l'entre-deux-guerres européen, le racisme connaît un succès sans précédent. La banalisation de la lecture raciale des populations dans l'espace public, fait relativement nouveau, est confirmée notamment par la mise en scène des différentes races lors de l'Exposition Coloniale de 1931. L'Allemagne nazie affiche sa science raciste dans tous les congrès scientifiques internationaux et les idées racistes pénètrent l'espace public par le biais des courants politiques d'extrême droite.

Profitant d'une fragilisation des régimes parlementaires européens, les ligues contre-révolutionnaires prennent de l'importance et manifestent violemment, comme lors du 06 Février 1934 à Paris. La presse française, de façon générale, effectue un virage xénophobe à partir de 1934. En 1935, des étudiants en médecine manifestent en nombre contre « *l'envahissement métèque* ».

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

L'auteur montre aussi les cheminements des savants antiracistes de Race et racisme qui refusent l'idée d'une inégalité naturelle entre les races, mais acceptent qu'une race puisse être plus ou moins pure, voire qu'on puisse la purifier. Ils adoptent donc là les théories eugénistes. De plus, ils acceptent de définir une race par des caractéristiques psychologiques ce qui les rapproche, malgré eux, des penseurs racistes. Personne n'arrivant à s'entendre sur une définition convenable de la race, il apparaît que celle-ci est un labyrinthe idéologique dans lequel tout le monde se perd.

Régis MEYRAN consacre de nombreuses pages à décrire la situation sous le régime de Vichy dont on donnera ici un résumé lapidaire « *Développer un homme nouveau, sains de corps et d'esprit ; ce qui veut dire pratiquer une sélection rigoureuse dès la naissance puis favoriser l'émancipation physique et la droiture morale, en évitant bien sûr les néfastes travaux intellectuels qui pervertissent les jeunes âmes.* »

En s'attaquant au versant « *folklore* » [Le terme apparaît pour la première fois en langue française en 1877] on découvre l'acharnement – désormais bien connu – de l'Etat français à vouloir éradiquer toutes les langues régionales, au profit du seul français ... dans une République une et indivisible, comme il se doit.

De leur côté, les folkloristes du Front Populaire évoquent bien le folklore ouvrier, dont ils recherchent les manifestations spontanées, mais le « *vrai* » folklore, le « *cœur* » du sujet, est surtout pour eux constitué du folklore paysan, dont ils veulent trouver les survivances. Derrière cette recherche se profile l'idée d'une identité nationale, sorte de substance façonnée sur la longue durée par le sol, le climat et la tradition. Grâce à cette opération magique, qui abolit le fait qu'elles aussi viennent de migrations plus anciennes, les populations paysannes se retrouvent parées de l'authenticité de leur caractère « *français* », ce qui les distingue absolument des autres populations résidant sur le sol national. Tout cela participe, même assoupli car perméable au monde ouvrier, à la construction de la grande mythologie de l'identité nationale française.

Dans sa conclusion, l'auteur résumé les trois mythes fondateurs :

- 1/ La France a été jadis le lieu d'affrontement entre deux races, gauloise et franque.
- 2/ La France a été habitée, il y a fort longtemps, par une race de paysans qui vivaient heureux, car leur mode de vie et leurs traditions étaient en osmose avec la nature.
- 3/ Auparavant la race française était pure. Aujourd'hui, elle est en plein déclin, mais on peut la régénérer en fondant un nouvel ordre social, établi à partir d'une norme raciale.

Enfin, il a des mots très durs envers le gouvernement de Nicolas SARKOZY et l'instauration d'un Ministère de l'immigration et de l'identité nationale qui, via une banalisation de la xénophobie, laisse apparaître la figure de l'étranger comme un « *problème* ».

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Défendre sans relâche la légalisation de toutes les drogues, le droit à l'avortement, la liberté d'expression la plus totale, manifester férocement une opposition inconditionnelle à toute guerre (du Vietnam à l'Irak), tout en prônant avec insistance une déréglementation du marché et un désengagement de l'Etat en matière économique : voilà des positions qu'il serait difficile de tenir ensemble sans être suspecté de schizophrénie politique de ce côté de l'Atlantique. Telle est pourtant, de l'autre côté, la posture campée par ceux qu'on appelle aux USA les « libertariens », qui entendent associer à la défense des libertés économiques celles des libertés individuelles.

Fédérant autour d'un antiétatisme farouche des traditions individualistes disparates telles que l'anarchisme, le libéralisme classique et l'isolationnisme, le libertarianisme se présente comme une utopie capitaliste projetant la logique du marché sur toutes les sphères de la vie sociale.

Après avoir restitué la genèse de cette pensée constituée au début des années 1970 à la suite d'une alliance fugitive entre des néolibéraux anti-conservateurs et la gauche radicale, ce livre se propose d'en repérer les fondements épistémologiques et moraux à travers l'étude privilégiée des œuvres de D. Friedman, F. Hayek, R. Nozick, A. Rand et M. Rothbard. Il en explore enfin les horizons d'attente en parcourant le chemin menant de l'anarchie – que les libertariens les plus radicaux souhaitent faire advenir – au Léviathan, qu'ils condamnent tous en chœur.

Sébastien CARÉ

La pensée libertarienne. Genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale.
PUF – 2009 – 360 pages

Attention, ouvrage majeur !

En tant que mouvement, le libertarianisme naît à la fin des années 1960 à la suite d'une violente rupture avec les conservateurs et d'une alliance fugitive avec la gauche radicale. Associé jusqu'alors au nouveau conservatisme pour combattre l'aile modérée du Parti Républicain, le libertarianisme affiche une indépendance grandissante à mesure que la guerre froide et les questions étrangères déterminèrent les clivages.

En résumé, le libertarianisme prétend corriger la myopie du libéralisme classique, en élargissant son champ de vision (généralisation) et en rendant plus nets les contours de son point de mire (subversion). Le libertarianisme s'affiche comme une utopie subversive autonome construite en réaction au conservatisme.

- Trois grandes parties composent l'ouvrage de Sébastien Caré :
- La genèse du libertarianisme : une fédération d'antiétatismes.
- Les fondements du libertarianisme : des points de départ opposés.
- L'archipel d'utopies libertariennes : des horizons d'attentes variés.

Parmi les fondateurs cités, on trouve aux origines Henri David Thoreau, l'homme du repli individualiste ; Ly-sander SPOONER, le père de l'anarcho-capitalisme ; Benjamin TUCKER et le journal Liberty, la diffusion d'un esprit libertaire.

Les vices sont les actes par lesquels un homme nuit à sa propre personne ou à ses biens. Les crimes sont les actes par lesquels l'homme nuit à la personne ou aux biens d'autrui. Tant que l'individu ne nuit qu'à lui-même, l'Etat n'a pas à intervenir. Tout le monde souhaite être protégé, pour sa personne et ses autres biens, contre les agressions d'autres hommes. Mais personne ne souhaite être protégé, que ce soit pour sa personne ou ses biens, contre lui-même.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Fait notable, parmi les références originelles, on trouve des femmes : Rose WILDER LANE (1886 – 1968) ; Isabel PATERSON (1886 – 1961) « *il n'y a pas de bien collectif* » ; et Ayn RAND (1905 – 1982), la plus connue : une source vive pour l'individualisme.

Le néolibéralisme, en tant que doctrine exclusivement économique est resté, de facto, soluble dans le conservatisme. Le libertarianisme, en réaction, se voudra plus global, synthétique, en associant à une doctrine économique néolibérale, une théorie sociale libertaire et une politique étrangère isolationniste.

L'un des théoriciens contemporains, M. ROTHBARD, décrit le libertarianisme comme « *une philosophie à la recherche d'une politique* », suggérant que sa doctrine se trouvait déjà là, n'attendant qu'un contexte historique qui eût permis de la découvrir. La coalition d'esprits anti-étatistes (au gré des vents, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche) devait se muer en une synthèse théorique des pensées libérales.

L'association d'un libéralisme économique à la défense des libertés individuelles exigeait un fondement commun que seule une investigation éthique était susceptible de fournir. Ce fondement, les libertariens pensent en général le trouver dans un principe de libre possession de soi s'étendant à une propriété sur les choses et proscrivant strictement toute ingérence étatique, aussi bien dans le commerce des individus que dans leurs « *plans de vie* ». Etre propriétaire de soi-même c'est avoir sur sa propre personne les droits qu'un maître possède sur son esclave. Ce droit inaliénable de propriété sur soi permet ainsi aux libertariens de tenir ensemble la défense des libertés économiques et celles des libertés individuelles. En vertu de ce droit, l'Etat n'est pas davantage fondé à s'ingérer dans les modes de vie privées que dans les échanges économiques des individus.

Pour les tenants d'un *jusnaturalis*, notamment ROTHBARD, la définition de ce droit naturel consiste à en établir les conditions dans lesquelles l'acquisition et le transfert des biens seront légitimes. Elles sont au nombre de deux : la production et l'échange volontaire. Dans tous les cas il y a deux manières d'acquérir ces droits de propriétés et deux seulement : a) par la découverte et la transformation des ressources (production) ; b) en échangeant le produit de l'un pour le produit de l'autre. Toute appropriation qui se ferait sans production ni sans le consentement du propriétaire légitime serait ainsi injuste.

Pour NARVESON, le seul droit auquel les individus peuvent rationnellement renoncer est celui consistant à violer ceux d'autrui. La différence entre l'état de nature et l'état de société est ainsi ténue. Dans le premier, les individus sont potentiellement libres de tout, ils ont un droit sur toutes choses ; dans le second, ils sont libres de tout, sauf de troubler la liberté des autres, ils ont tous les droits sauf celui de violer ceux des autres. Le seul Etat qui soit légitime dans cette perspective est celui qui se contente d'interdire les agressions.

Sébastien CARÉ montre aussi l'influence des utopies anarcho-capitalistes sur le mouvement libertarien. On trouve entre autres, P.E. DE PUYDT et son texte sur la « *Panarchie* » (1860) ; l'utopie anarchiste de M. ROTHBARD « *L'éthique de la liberté* » (1982) dans lequel il revisite l'état de nature lockéen. Mais aussi des textes portant sur : de la condamnation de l'Etat à la privatisation de sa fonction sécuritaire.

Plus loin, on rencontre Robert NOZICK et son « *Anarchie, Etat et Utopie* » (1974) ou encore Ayn RAND et son plaidoyer « *minarchiste* », c'est-à-dire de l'anarchie à l'Etat minimal.

NOZICK s'interroge notamment « *Est-il possible de concevoir un Etat qui soit à la fois dotées de prérogatives étendues – c'est-à-dire non limitées au seul domaine de la sécurité – et respectueux des droits individuels ?* » Bref, peut-on aller au-delà de l'Etat minimal sans violer les droits naturels des individus ?

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

R.Nozick : Le principe d'appropriation originelle affirme le droit de chacun à s'approprier une chose qui n'appartient à personne. RN ajoute toutefois une clause restrictive à ce premier principe (lockéen). Cette appropriation originelle n'est légitime qu'à la condition que le bien-être d'aucun autre individu ne s'en trouve diminué. Le principe de transfert ajoute que chacun peut devenir propriétaire légitime d'une chose à la suite d'une transaction volontaire avec son ancien propriétaire légitime. Enfin, le principe de correction des injustices passées s'applique lorsque l'un des deux premiers principes a été violé et dicte les réparations à effectuer.

Sur les utopies libérales.

Les libertariens anarchistes et minarchistes confondent ainsi très souvent le moyen d'intervention de l'Etat avec son essence ou sa fin. L'apport principal de Hayek, Buchanan et Friedman est d'avoir manifesté une plus grande attention à l'endroit de cette fin, tout en inscrivant leurs contributions dans une perspective proprement libertarienne, c'est-à-dire autant soucieuse de sauvegarder les libertés économiques que déterminée à promouvoir le pluralisme des plans de vie.

Hayek : « Loin de plaider pour un Etat minimal, il nous apparaît hors de doute que dans une société évoluée le gouvernement doit se servir de son pouvoir fiscal pour assurer un certain nombre de services qui, pour diverses raisons, ne peuvent être fournis adéquatement par le marché. »

Hayek ajoute aussi aux prestations publiques légitimes le financement d'une instruction générale de base.

Toujours à propos de Hayek, on trouvera plus loin ces deux propositions spéciales. L'utopie économique : la catallaxie = Ordre engendré par l'ajustement mutuel de nombreuses économies individuelles sur un marché. L'utopie politique : la démarchie = refus de la démocratie comme expression arbitraire de la majorité + assemblée législative de sages, âgés de 45 ans, élus une seule fois pour quinze années, ce qui donne une assemblée de femmes et d'hommes âgés entre 45 et 60 ans dont un quinzième serait remplacé chaque année.

In fine, Sébastien Caré présente les détracteurs sous le titre « Quelques pas de plus ? : Les utopies libertariennes et leurs ennemis. »

On trouvera ainsi la critique des libertariens de gauche, la critique des libéraux égalitaristes, la critique des marxistes analytiques, la critique des communautariens, la critique des conservateurs, ainsi que le néo-républicanisme.

En conclusion on retiendra ceci : les libertariens ne sont pas contraints de nier que l'expression publique des jugements individuels et l'échange d'expériences sont nécessaires à la conduite d'une vie bonne. Ils soutiennent simplement que cette participation ne peut se faire à travers l'Etat, mais seulement dans le cadre d'associations privées. Beaucoup des libertés défendues par le libertarianisme, comme les libertés d'expression, de réunion et d'association, offrent ainsi aux personnes l'opportunité de rendre publique leur délibération individuelle. Bref, les libertariens ne soutiennent pas que les individus peuvent se dispenser d'une expression publique mais simplement que l'Etat n'est pas fondé à s'en faire le véhicule.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

La France a longtemps cru à un destin particulier. Malgré les échecs économiques à répétition, les Français continuent à espérer qu'un homme providentiel concrétisera leurs rêves de grandeur et de reconnaissance internationale.

A l'heure où le retour de l'Etat fait consensus dans la classe politique, cet ouvrage remet en cause le mythe de la toute puissance publique et de la capacité des politiques publiques à enrayer le long déclin économique de la France et la banalisation de sa place sur la scène internationale.

Noël AMEC & Benoît MAFFEI

L'impuissance publique – Le déclin économique français depuis Napoléon Economica – 2009 – 410 pages

« *A mettre entre toutes les mains, particulièrement entre celles de nos dirigeants* », nous dit en préface le Président du Cercle des économistes, Jean-Hervé LORENZI. Nos dirigeants sauront-ils s'emparer de ces 400 pages bourrées d'informations et dotées d'abondantes notes équivalant parfois à de vraies dissertations ? La chose est naturellement souhaitable, mais le propre de l'impuissance publique est bien de se contenter d'idées reçues et de courts rapports masquant la complexité des situations.

Bien que Napoléon figure dans le titre du livre, celui-ci ne raconte pas deux siècles d'Histoire. NAPOLÉON n'est là que pour rappeler notre funeste inclination à attendre d'un homme providentiel la solution de nos maux. Ayant seulement rappelé que notre histoire économique, depuis la fin du règne de Louis XIV, n'est qu'alternance de périodes de décrochages et de rattrapages, le livre se concentre sur l'après-guerre et notamment sur les politiques menées depuis le choc pétrolier mondial de 1973.

Ce que le livre perd en profondeur historique, il le gagne en ampleur géographique. Toutes les économies y passent : Corée du Sud, Japon, Suède, Allemagne, URSS d'hier, Etats-Unis, Chine,... Si l'Irlande et le Portugal ont si diversement tiré parti de leur intégration à l'Europe, cela tient plus à la diversité de leurs diasporas outre-Atlantique qu'aux politiques menées par chacun d'eux ; le Brésil n'est pas les Etats-Unis...

Une des leçons majeures de ce livre est bien que les nations doivent plus leur état actuel à leurs traits de caractère, à leur voisinage, à leurs croyances ou à leurs délires qu'aux politiques économiques menées par leurs dirigeants. De là l'intérêt de cette extraordinaire survol de l'histoire économique des différents pays.

Ces coups de projecteur pleins de lucidité, on les retrouve tout au long de l'ouvrage, la pensée des auteurs s'approfondissant sans cesse en évoquant mondialisation, politiques budgétaires, déclin économique européen, chômage structurel, danger d'un euro occultant les mauvaises performances économiques de certains pays, crises de la protection sociale, problèmes de l'enseignement supérieur ou de l'immigration, nationalisations et privatisations à la française, illusions de nos politiques économiques, désindustrialisation, concurrence fiscale entre Etats, quête impossible de modèles imaginaires. A chaque fois, l'analyse est précise, parfois féroce. Que de politiques lancées à contre temps, marquées par la toute-puissance des groupes de pression ou de l'opinion publique, et aboutissant à l'inverse des buts recherchés !

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Ainsi les problèmes auxquels l'économie française est confrontée ne sont pas près d'être résolus. « *Les populations des pays occidentaux ne sont guère préparées à changer leurs modes de vie pour limiter les émissions de gaz à effet de serre (limitation de la circulation automobile, réduction de la consommation de produits camés, investissements immobiliers pour restreindre la consommation de fluides). Quant aux thèmes dont l'acuité est nettement moins perceptible, il est évident qu'ils ne sont guère mobilisateurs. La maîtrise des dépenses et de l'endettement publics, l'amélioration des performances des services d'intérêt général, la constitution de réserves d'épargne pour faire face aux charges futures de retraite, autant de thèmes qui ne suscitent au mieux qu'un intérêt poli... Le corps social n'est pas encore suffisamment conscient des risques auxquels la France est exposée pour être en mesure de supporter des réformes dont le coût en termes de baisse du niveau de vie moyen à court terme serait significatif* »

Quant à l'Union Européenne, utilisée par les Etats comme alibi, bouc émissaire ou bras séculier quand cela les arrange, incapable d'une politique étrangère, elle aurait pour les auteurs « achevé sa mission historique ». Ses instances « apparaissent de plus en plus dépourvues de finalité, enfermées dans des routines bureaucratiques, la rationalité administrative dégénéral vite en chaos lorsque les organisations bureaucratiques ne poursuivent pas d'autres finalités que leur propre perpétuation. Les réformes qu'elles proposent sont frappées du sceau de l'évidence, un compendium de truismes, de poncifs vertueux et de lieux communs bienveillants de prescriptions normatives qui font fi de toute analyse approfondie. »

Il convient, affirment les auteurs, d'en appeler aux experts contre l'opinion et aux stratégies de contournement contre les réformes frontales. Et de promouvoir en conclusion le modèle japonais de croissance, économe en ressources sur un territoire exigu, mode adapté aux nouvelles conditions de rareté qui vont s'imposer à l'ensemble des économies du monde : « *Il ne s'agit pas de maximiser à tout prix un taux de croissance à court terme (quitte à provoquer le surendettement des ménages comme aux États-Unis, au Royaume-Uni ou en Espagne), mais de promouvoir un régime de croissance sobre, compatible avec les contraintes de raréfaction des ressources.* » et de citer l'historien spiritualiste Arnold Toynbee : « *L'histoire humaine n'est que la série des défis qu'elle a dû relever* ».

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Le socialisme et le libéralisme sont-ils incompatibles ?

Le marxisme doit-il continuer à être au cœur des doctrines de la gauche ?

Le socialisme est-il avant tout une doctrine économique ou une conception morale ?

Telles sont les questions soulevées dans le *Socialisme libéral*, l'un des livres majeurs de l'histoire du socialisme européen de la première moitié du XXe siècle. Son auteur, le socialiste italien Carlo Rosselli (1899-1937) a été l'un des acteurs importants du mouvement antifasciste, à la tête du groupe Justice et Liberté, avant d'être assassiné en France par l'organisation d'extrême droite La Cagoule. Il prône un « nouveau socialisme » qui associe le combat pour les libertés et l'exigence de justice sociale.

SOCIALISME LIBÉRAL

Carlo ROSSELLI - Traduction et présentation de Serge Audier

Le bord de l'eau – 2009 – 400 pages

Cet ouvrage comporte deux parties, la première est le texte de Carlo ROSSELLI, la seconde intitulée « *du socialisme libéral au libéral-socialisme* » étudie ce que fut l'évolution de la pensée de Carlo ROSSELLI après sa mort jusqu'à nos jours.

Le socialisme libéral de Carlo ROSSELLI

Dans sa préface, l'auteur indique clairement sa confession de sa crise intellectuelle qu'il pense être très répandue dans la jeune génération socialiste. C'est la philosophie, la morale, la conception même de la politique marxiste qui les laissent profondément insatisfaits et qui poussent vers de nouvelles voies, vers de plus amples horizons.

Il propose donc le tableau d'une position socialiste renouvelée qu'il appelle « *socialisme libéral* »

Il décrit ce qu'est le système marxisme et notamment le déterminisme de la pensée de MARX, même s'il constate que la théorie de la lutte des classes, née de la volonté des hommes, est en contradiction avec le processus historique.

« Le marxisme érigé en dogme religieux. Le manifeste, qui devait être le seul intermédiaire entre lui et les foules, possède à un haut degré toutes les caractéristiques de la révélation. C'était donc un péché grave de le discuter. Pourtant le mouvement ouvrier, par l'implication des syndicats refusèrent toute contemplation abstraite. Ils se battirent pour des fins concrètes et immédiates ».

Origine du révisionnisme du début du 20ème siècle.

Si les révisionnistes tels que BERNSTEIN, SOREL, se déclaraient marxistes, ils préconisaient l'abandon de l'idée de nécessité historique. Révisionnistes et orthodoxes se rapprochèrent, acceptant de reconnaître que le marxisme n'était pas une théorie définie et entièrement achevée dans tous ses détails.

L'auteur, italien lui-même, décrit plus particulièrement ce que fut le révisionnisme en Italie, sous l'influence importante de MONDOLFO. Selon lui, le marxisme est toujours plus contraire à tout élément finaliste. Considérant la théorie de la lutte des classes « comme un fait qui constituera pour l'éternité le levain de la vie sociale », il remet en question la nécessité historique d'une solution socialiste. La transformant en la nécessité d'un mouvement socialiste de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. En réalité, en Italie comme dans de nombreux pays, le révisionnisme ne sut ou n'osa conduire le processus de révision jusqu'à ses conclusions logiques et finit par s'enliser dans une politique interprétative qui annula une grande partie des bénéfices qu'il avait apportés.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Quelle conclusion tirer du révisionnisme ? Objectivement, nous dit l'auteur, « *c'est la rupture entre socialisme et marxisme* ».

Le révisionnisme écarte le processus historique pour le remplacer par le matérialisme historique, vision activiste du processus historique car prenant en compte la dimension de liberté.

L'auteur affirme que « *le révisionnisme s'amoinde de ce qui constituait le caractère distinctif du système marxisme : à savoir, la démonstration objective et rigoureuse d'une solution socialiste. Du marxisme on passe au révisionnisme, du révisionnisme au libéralisme. Ces étapes sont fatales.* » Reprenant ainsi les conclusions de BERNSTEIN, « *La fin ne vaut que dans la mesure où elle alimente le mouvement* ». Cette formule était celle d'un socialisme libéral.

Elle est aujourd'hui, écrit-il, entrain de devenir la position caractéristique de la nouvelle génération socialiste.

Néanmoins, il ne s'agit pas de renier MARX, de considérer que rien ne reste de vivant ou de vital dans sa pensée. « *Le fils s'émancipe, mais il ne peut renier son propre père* »

Le vrai problème pour les socialistes est donc d'accepter ce qui est vital et rejeter ce qu'il y a dans le marxisme d'erroné, d'utopique, de contingent.

Au fil des chapitres, l'auteur en vient à s'écarter de la stricte lutte du prolétariat et des théories pour affirmer que l'ultime fin apparaît être l'homme, l'individu concret. « *La justice, la morale, le droit, la liberté, ne se réalisent que dans la mesure où ils se réalisent chez des individualités singulières. La révolution socialiste sera telle, en dernière analyse, seulement dans la mesure où la transformation s'accompagnera d'une révolution morale, c'est à dire de la conquête, perpétuellement renouvelée, d'une humanité qualitativement meilleure, d'une plus grande bonté, justice et spiritualité.* »

A ce point de la lecture, on a plutôt tendance à qualifier ce type de socialisme de « *socialisme humaniste* »

A vrai dire, on en vient à penser que le titre de cet ouvrage, est probablement choisi à dessein, car il associe deux termes qui peuvent être considérés comme contradictoires dans le langage courant.

Il s'en explique pourtant ; c'est de foi en la liberté dont il s'agit et non pas de défense du libéralisme (ou néo-libéralisme). « *Le socialisme n'est que le développement logique, poussé jusqu'à ses conséquences extrêmes du principe de liberté* » écrit-il.

En réalité, Carlo ROSSELLI s'oppose à la conception du « *libéralisme bourgeois* » qui considère que le problème de la liberté ne se pose pas de la même façon pour toutes les classes, s'agissant, par exemple de l'influence sur le plan économique.

« *Ne pouvant espérer que la bourgeoisie et le système économique lié à ses intérêts se montrent capables de sacrifier les positions de richesse et de commandement, il appartient au socialisme d'embrasser les causes des pauvres, des opprimés qui ne peuvent pas s'adapter à la situation actuelle et s'y sentent mutilés et donc limités dans leurs libertés.* »

L'auteur reconnaît pourtant que ne sont pas rares les socialistes qui tournent en dérision les moyens démocratiques considérant que si le prolétariat doit se servir des institutions démocratiques, le jour où il sera suffisamment fort pour affronter la bataille, il devra recourir à la violence, unique solution dans les périodes suprêmes de passage.

Sa réponse est claire : « *Encore quelques années, et l'adhésion socialiste à la méthode et au climat libéral sera un fait accompli. Il restera alors un dernier pas à accomplir pour que les socialistes entre dans la logique et l'esprit même du libéralisme : il faudra que les socialistes reconnaissent que la méthode démocratique et le climat libéral constituent une conquête tellement fondamentale pour la civilisation moderne qu'ils devront les respecter aussi et surtout quand une majorité socialiste stable sera maîtresse du gouvernement et même quand les points essentiels du programme réformateur seront réalisés.* »

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES suite

Carlo ROSSELLI, au terme de son analyse, nous livre sa conclusion que je me risque à résumer en quelques phrases, espérant ne pas le trahir :

Si dans le passé, l'action socialiste avait un caractère essentiellement économique, il y a lieu de constater que les conditions économiques se sont grandement améliorées pour l'ensemble de la population ; aujourd'hui, (texte de 1930, mais vrai aujourd'hui) le mouvement socialiste doit guider son action vers un idéal d'autonomie et de liberté. Le socialisme libéral ne croit pas à la démonstration scientifique, pas plus qu'à la nécessité historique, il ne prétend pas posséder le secret de l'avenir, ni ne se croit dépositaire de la vérité ultime en matière sociale. « *Le régime socialiste sera, si nous le voulons, si les masses veulent qu'il soit, par un effort de création conscient. Il l'est par adhésion active à la cause des pauvres et des opprimés. Quiconque fait sien cette cause ne peut pas ne pas se mouvoir dans l'esprit du libéralisme et dans la pratique du socialisme* »

C'est, à partir du Marxisme, puis du révisionnisme, la démonstration du bien-fondé de sa conclusion, c'est à dire la proposition argumentée du socialisme libéral.

Les chapitres suivants sont d'un intérêt différent, s'agissant notamment de l'exemple italien marqué par le fascisme et de la lutte pour les libertés. Les arguments repris pour un nouveau socialisme sont plus spécifiques à ce Pays.

Du « *socialisme libéral* » au libéral-socialisme »

Cette seconde partie, écrite par Serge AUDIER, décrit l'évolution du « *socialisme libéral* » à partir de la pensée de Carlo ROSSELLI jusqu'à nos jours.

Le sous-titre de cette partie est « éléments d'une généalogie conceptuelle »

L'auteur y décrit ce que furent les différents débats et rivalités entre libéraux et socialistes, pour aboutir finalement au « *libéral-socialisme* » défendu par CALOGERO.

S'il loue la subtilité d'analyse de ROSSELLI concernant la relation du socialisme au marxisme, CALOGERO se montre très sévère concernant la façon dont il traite la question du libéralisme.

Le libéral-socialisme se distingue du socialisme libéral en cela qu'il passe autant, sinon davantage, par une critique du libéralisme que par une réfutation du socialisme marxisme, notamment par la critique de l'individualisme prôné au nom de la liberté par ROSSELLI.

En conclusion un ouvrage très documenté, aux nombreuses références (notamment dans la deuxième partie) mais particulièrement intéressant dans sa traduction du livre de Carlo ROSSELLI.

Pipell.

<i>Daniel KAPLAN</i>	<i>Pour une mobilité plus libre et plus durable</i>	<i>FYP</i>
<i>Olivier DARD</i>	<i>Bertrand de Jouvenel</i>	<i>Perrin</i>
<i>Philippe DURANCE</i>	<i>Technologies et prospective territoriale</i>	<i>FYP</i>
<i>Amin MAALOUF</i>	<i>Le dérèglement du Monde</i>	<i>Grasset</i>
<i>Anne RAMBACH</i>	<i>Les nouveaux intellos précaires</i>	<i>Stock</i>
<i>Pascal LE REST</i>	<i>Les nouveaux enjeux de l'action sociale</i>	<i>Èrès</i>
<i>Rémi SUSSAN</i>	<i>Demain les mondes virtuels</i>	<i>FYP</i>
<i>Elisabeth BAUTIER</i>	<i>Les inégalités d'apprentissage</i>	<i>PUF</i>
<i>Alain BOURDIN</i>	<i>Du bon usage de la ville</i>	<i>Descartes</i>
<i>Sharif GEMIE</i>	<i>Brittany, the invisible nation</i>	<i>U. W. Press</i>
<i>Jacques ATTALI</i>	<i>Survivre aux crises</i>	<i>Fayard</i>
<i>François JULLIEN</i>	<i>L'invention de l'idéal et le destin de l'Europe</i>	<i>Seuil</i>
<i>Jacques-Pierre GOUGEON</i>	<i>L'Allemagne du 21e siècle, une nouvelle nation ?</i>	<i>A. Colin</i>
<i>Jacques ARNOULD</i>	<i>Lève toi et marche (Futur de l'Humanité)</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>Michel KTITAREFF</i>	<i>Révolution verte dans la Silicon Valley</i>	<i>Dunod</i>
<i>Christian ARNSPERGER</i>	<i>Éthique de l'existence post-capitaliste</i>	<i>Cerf</i>
<i>Corinne GENDRON</i>	<i>Quel commerce équitable pour demain ?</i>	<i>C-L Mayer</i>
<i>Louis MAURIN</i>	<i>Déchiffrer la société française</i>	<i>Découverte</i>
<i>Michel DURAMPART</i>	<i>Sociétés de la connaissance</i>	<i>CNRS</i>
<i>François ELIE</i>	<i>Économie du logiciel libre</i>	<i>Eyrolles</i>
<i>Robert NOZICK</i>	<i>Anarchie, État, Utopie</i>	<i>PUF</i>

<i>Philip PÉTTIT</i>	<i>Républicanisme : théorie de la liberté</i>	<i>Gallimard</i>
<i>Baptiste MYLONDO</i>	<i>La décroissance économique</i>	<i>Croquant</i>
<i>Robert KAGAN</i>	<i>Le retour de l'Histoire et la fin des rêves</i>	<i>Plon</i>
<i>Philippe GABILLIET</i>	<i>Les conduites d'anticipation</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>Hervé COUTAU</i>	<i>2030, la fin de la mondialisation</i>	<i>Tempora</i>
<i>Christian BAUDELOT</i>	<i>L'élitisme républicain</i>	<i>Seuil</i>
<i>Aldo SCHIAVONE</i>	<i>Histoire et destin (le sens de l'Histoire)</i>	<i>Belin</i>
<i>Serge PAPIN EE</i>	<i>Consommer moins, consommer mieux</i>	<i>Broché</i>
<i>Françoise DUREAU</i>	<i>Les mondes de la mobilité</i>	<i>PUR</i>
<i>Nathalie BLANC</i>	<i>Publicité et Psychologie</i>	<i>In Press</i>
<i>Harald WELZER</i>	<i>Les guerres du climat</i>	<i>Gallimard</i>
<i>Philippe BRETON</i>	<i>Les refusants</i>	<i>Découverte</i>
<i>Christian LEQUESNE</i>	<i>L'Europe des vingt-cinq (25 cartes)</i>	<i>Autrement</i>
<i>Julien DAMON</i>	<i>Questions sociales : analyses anglo-saxonnes</i>	<i>PUF</i>
<i>Isabelle STENGERS</i>	<i>Au temps des catastrophes</i>	<i>Découverte</i>
<i>Daniel INNERARITY</i>	<i>Le futur et ses ennemis</i>	<i>Flammarion</i>
<i>Philippe PELLETIER</i>	<i>Géopolitique de l'Asie</i>	<i>Nathan</i>
<i>Jérôme TEILETCHE</i>	<i>Les hedge funds</i>	<i>Découverte</i>
<i>Bernard STIEGLER</i>	<i>Pour en finir avec la mécroissance</i>	<i>Flammarion</i>
<i>Jean-Paul MOATTI</i>	<i>Le principe de prévention</i>	<i>Seuil</i>
<i>Vincent COURTILLOT</i>	<i>Nouveau voyage au centre de la Terre</i>	<i>O. Jacob</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB
suite

<i>Gilles DOWEK</i>	<i>Ces préjugés qui nous encombrant</i>	<i>Le Pommier</i>
<i>Jean-Marie CHEVALIER</i>	<i>Les nouveaux défis de l'énergie</i>	<i>Economica</i>
<i>Martin VIELAJUS</i>	<i>La société civile mondiale à l'épreuve du réel</i>	<i>C-L. Mayer</i>
<i>Philippe NORÉL</i>	<i>L'histoire économique globale</i>	<i>Seuil</i>
<i>Miren CROZET</i>	<i>La nouvelle économie géographique</i>	<i>Découverte</i>
<i>Jean-Marc VITTORI</i>	<i>L'effet sablier (effacement des classes moyennes)</i>	<i>Grasset</i>
<i>Pascal DURET</i>	<i>Sociologie de la compétition</i>	<i>A. Colin</i>
<i>Alain BERTHO</i>	<i>Le temps des émeutes</i>	<i>Bayard</i>
<i>Benoît COLLOMBAT</i>	<i>Histoire secrète du patronat depuis 1945</i>	<i>Découverte</i>
<i>Charles FRANKÉL</i>	<i>Dernières nouvelles des planètes</i>	<i>Seuil</i>
<i>Esther DUFLO</i>	<i>La politique de l'autonomie</i>	<i>Seuil</i>

www.cluster-west.fr	<i>Well Eating Sustainable Territory (Siège à Nantes)</i>
www.leap2020.eu	<i>Global Europe Anticipation</i>
www.sergebrunier.com	<i>Mille milliards de monde dans l'Univers</i>
www.centrelink.gov.au	<i>Guichet unique virtuel australien</i>
www.bcsc.fgov.be	<i>La version belge du « guichet unique »</i>
www.servicecanada.gc.ca	<i>L'approche canadienne qui s'inspire de « centrelink »</i>
http://beamartian.jpl.nasa.org/welcome	<i>Exploration virtuelle de Mars</i>
www.chimie.ineris.fr	<i>Risques toxicologiques des substances chimiques</i>
www.ifn.fr/spip	<i>Où en est la forêt française ?</i>
http://lecerveau.mcgill.ca	<i>Le cerveau et la conscience</i>
http://demopaedia.org	<i>Le tour d'horizon de la discipline</i>
www.la27eregion.fr/prospectives	<i>Technologies et prospective territoriale</i>
www.ciheam.org	<i>C. International Htes Etudes Agronomiques Méditerranéennes</i>
www.ulb.ac.be	<i>Université Libre de Bruxelles - Onglet « Recherche »</i>
www.unfccc.int	<i>Convention des Nations Unies sur le climat</i>
www.security-info.com	<i>Les marchés de la sécurité privée</i>
www.brezhweb	<i>La télé bretonne sur le Web</i>

_____ Conférences

- Mardi 09 Mars 2010 à Rennes – 18h00 => 20h00 – Maison de l'Agriculture.
Isabelle JARRY « *Science & Société : de la défiance à la réconciliation ?* »
- Vendredi 30 Avril 2010 à Lorient – 18h00 => 20h00 – Université Bretagne Sud.
Samuele FURUFARI « *Paix et énergies, dans le monde.* »
- Vendredi 24 Septembre 2010 à Vannes – 18h00 => 20h00 – Lieu à préciser.
Jean-Claude GUILLEBAUD « *Religions, sectes, recherches spirituelles : quelles perspectives ?* »

_____ Publications

- Actes du Colloque « *Protection Sociale 2030* » du 24 Octobre 2009.
Disponibles en ligne.
_____ www.futuroouest.com

_____ Formations

- Initiation à La Démarche Prospective
26 Mars 2010
28 Mai 2010
- Séminaire de Prospective Appliquée
10, 11, 12 Juin 2010